

JOURNAL OFFICIEL

DE LA RÉPUBLIQUE TOGOLAISE

LOIS ET DÉCRETS

ARRÊTÉS, DÉCISIONS, CIRCULAIRES, AVIS, COMMUNICATIONS, INFORMATIONS ET ANNONCES

PARAISSENT LE 1^{er} ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOMÉ

ABONNEMENTS

Togo, France et Communauté	1 an	6 mois
Ordinaire	1.300 frs	800 frs
Avion	3.300 frs	1.700 frs
Etranger	1 an	6 mois
Ordinaire	1.600 frs	900 frs
Avion	3.750 frs	2.300 frs
Prix du	(Au comptant à l'imprimerie : 75 frs Par porteur ou par poste : Togo-France et Communauté : 90 frs Etranger : Port en sus.	
numéro		

ABONNEMENTS ET ANNONCES

Pour les abonnements et annonces, s'adresser à l'EDITOGO B.P. 891
Téléphone : 37-18 — LOME.

Ils commencent par le premier numéro d'un mois et se terminent par le dernier numéro d'un des quatre trimestres.
Les abonnements et annonces sont payables d'avance.

ANNONCES ET AVIS DIVERS

La ligne	80 frs
minimum	250 frs
Chaque annonce répétée : moitié prix :	
minimum	250 frs
Direction, Rédaction et Administration :	
Cabinet du Président de la République	
Téléphone :	27-14 — LOME

SOMMAIRE

LOIS

1962

27 juin — Loi n° 62-13 portant modification de l'article 193 du Code d'Instruction Criminelle	506
---	-----

ACTES DU GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE TOGOLAISE

DÉCRETS, ARRÊTÉS, DÉCISIONS ET CIRCULAIRES

PRÉSIDENTE DU GOUVERNEMENT

1962

19 juin — Décret n° 62-86 fixant le statut particulier du corps du personnel médical et technique de la Santé Publique du Togo	507
19 juin — Décret n° 62-87 modifiant le décret n° 61-26 du 16 mars 1961 portant règlement sur la solde et les allocations accessoires accordées aux fonctionnaires de la République Togolaise	511
20 juin — Décret n° 62-88 déterminant les mesures financières de nature à permettre au gouvernement de remplir les obligations découlant de l'adhésion de la République Togolaise à diverses organisations internationales	511
Arrêté n° 79/PR du 26 juin 1962 chargeant le Ministre des Travaux Publics, des Mines, des Transports et des Postes et Télécommunications de l'expédition des affaires courantes pendant l'absence du Ministre des Finances et des Affaires Economiques	512

Arrêté n° 80/PR du 26 juin 1962 chargeant le Ministre du Travail, des Affaires Sociales et de la Fonction Publique de l'expédition des affaires courantes pendant l'absence du Ministre de la Santé Publique	512
Arrêté et décision portant nominations, affectations et destination du chef du canton de Tamongue...	512

MINISTRE DE LA DEFENSE NATIONALE

Décision portant rengagements de militaires dans l'Armée Nationale Togolaise	512
--	-----

MINISTRE DE LA JUSTICE

Arrêtés et décision portant nominations, affectations et autorisation d'exercer la profession d'agent d'affaires à M. Davi Tété Norhert	513
---	-----

MINISTRE DE L'INTERIEUR

Arrêtés et décisions portant nominations, affectations, autorisations de transferts de restes mortels, interdictions de séjour aux nommés Tchakli Kouassi Kouma et Mensah Kouassi Kouami, licenciements, engagements et rectificatifs à un précédent arrêté portant engagement	513
--	-----

MINISTRE DES FINANCES ET DES AFFAIRES ECONOMIQUES

Décision n° 255-D/MFAE/MF/F du 16 juin 1962 portant autorisation de virement	515
Décision n° 257-D/MFAE/MF/F du 19 juin 1962 portant autorisation de paiement	515

Arrêté n° 176/MFAE/Dom du 22 juin 1962 portant autorisation d'occupation temporaire d'un terrain domanial sis à Tabligbo aux Etablissements Mobil Oil, A.O.	515
Arrêté n° 177/MFAE/Dom du 22 juin 1962 portant autorisation d'occupation temporaire d'un terrain domanial sis à Lomé à la U.A.C.	515
Arrêtés et décisions portant nominations, octroi d'indemnité pour utilisation de véhicule personnel au cours de l'année 1962 à M. Allsopp W. H. L., renouvellement d'un secours temporaire, attribution d'une allocation viagère, d'une allocation familiale, d'une majoration pour enfant, concession de pensions et approbation de rôles	516

**MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS, DES MINES,
DES TRANSPORTS
ET DES POSTES ET TELECOMMUNICATIONS**

Décisions portant nomination, affectations, licenciement et rectificatif à une précédente décision portant affectation	519
--	-----

**MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DE L'ELEVAGE
ET DES EAUX ET FORETS**

Décisions portant affectations	520
--------------------------------------	-----

**MINISTERE DU TRAVAIL, DES AFFAIRES SOCIALES
ET DE LA FONCTION PUBLIQUE**

1962

20 juin — Arrêté n° 184/MTAS instituant un régime de congé de maternité en faveur des femmes non-fonctionnaires employées dans le secteur public	520
21 juin — Arrêté n° 186/MFP portant ouverture d'un concours professionnel pour le recrutement d'agents techniques du corps du personnel de la Santé Publique	521
Arrêté n° 182/MTAS/MFP du 20 juin 1962 fixant la composition des membres d'une commission-mixte en vue d'étudier les conditions d'avancement d'échelles des agents permanents ...	521
Arrêtés et décisions portant intégrations, titularisations, affectations, radiations, cessation de fonctions, suspensions de fonctions, licenciements et admissions à la retraite	521

MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE

Décision portant engagement	523
-----------------------------------	-----

TEXTES PUBLIES POUR INFORMATION

**MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS, DES MINES,
DES TRANSPORTS
ET DES POSTES ET TELECOMMUNICATIONS**

1962

14 juin — Arrêté n° 19/MTP/TP portant autorisation d'un dépôt d'hydrocarbures de première classe au comité du dépôt d'hydrocarbures du Togo BP — CFDP — MOBIL-OIL — SHELL TEXACO	523
15 juin — Arrêté n° 20/MTP/TP ouvrant une enquête de commodo et incommodo concernant le transfert d'une station service C.F.D.P.A. (TOTAL) à Sokodé	525

15 juin — Arrêté n° 21/MTP/TP ouvrant une enquête de commodo et incommodo concernant l'ouverture d'un dépôt de gaz propane liquide par la Société A.G.I.P.	526
15 juin — Arrêté n° 22/MTP/TP ouvrant une enquête de commodo et incommodo concernant l'installation d'une station de vente de carburant par la Société SHELL	526
15 juin — Arrêté n° 23/MTP/TP ouvrant une enquête de commodo et incommodo concernant l'ouverture d'une station de vente d'hydrocarbures par la C.F.D.P.A. à Dapango	526
15 juin — Arrêté n° 24/MTP/TP portant autorisation d'ouverture d'une carrière	527

AVIS, COMMUNICATIONS ET ANNONCES

Cour d'Appel du Togo (Délibération du 6 juillet 1962) ...	527
Conservation de la propriété foncière (Avis de bornage)....	529
Société PALME (dissolution)	530
Société Industrielle Togolaise (cession de parts et changement de gérant)	530
Société J. B. DARKU & Co (constitution et nomination de gérant)	531

LOIS

LOI N° 62-13 portant modification de l'article 193 du code d'instruction criminelle.

L'Assemblée Nationale a délibéré et adopté,

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit:

Article Premier — L'article 193 du Code d'Instruction Criminelle, complété par les lois des 9 juillet 1934 et 17 mars 1949, est modifié ainsi qu'il suit :

« Art. 193. — Si le fait est de nature à mériter une peine afflictive ou infamante, le tribunal pourra décerner de suite le mandat de dépôt ou le mandat d'arrêt, et il renverra le prévenu devant le juge d'instruction compétent.

Si le fait est de nature à mériter une peine correctionnelle, le Tribunal la prononcera. En outre, s'il s'agit d'un délit de droit commun et si la peine prononcée est au moins de trois mois d'emprisonnement, le Tribunal pourra, par décision spéciale et motivée, décerner mandat de dépôt ou d'arrêt contre le prévenu.

Le mandat d'arrêt continuera de produire son effet même si le Tribunal, sur opposition, et la Cour, sur appel, réduit la peine à moins de trois mois d'emprisonnement.

Le mandat de dépôt décerné par le Tribunal produira également effet lorsque, sur appel, la cour réduira la peine à moins de trois mois d'emprisonnement ».

(Le reste sans changement).

Art. 2. — La présente loi sera exécutée comme loi de la République Togolaise.

Fait à Lomé, le 27 juin 1962.

S. E. Olympio

ACTES DU GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE

DECRETS, ARRETES, DECISIONS ET CIRCULAIRES

PRÉSIDENCE DU GOUVERNEMENT

DECRET N° 62-86 du 19-6-62 fixant le statut particulier du corps du personnel médical et technique de la santé publique.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la loi n° 58-66 du 1^{er} Décembre 1958, portant statut général des fonctionnaires de la République togolaise ;

Vu le décret n° 61-61 du 21 juillet 1961, fixant certaines modalités d'application de la loi du 1^{er} Décembre 1958 susvisée ;

Vu le décret n° 61-62 du 21 juillet 1961, pris en exécution de l'article 21 du statut général des fonctionnaires et instituant les diverses catégories hiérarchiques de la Fonction Publique, leur organisation en grade et leur échelonnement indiciaire ;

Sur la proposition du Ministre de la Santé Publique, du Ministre de la Fonction Publique et du Ministre des Finances et des Affaires Economiques ;

Le Conseil des Ministres entendu ;

DECRETE :

Article premier. — A compter du 1^{er} janvier 1962, il est institué un corps du personnel permanent médical et technique de la Santé Publique. Le statut particulier prévu à l'article 21 de la loi n° 58-66 du 1^{er} décembre 1958, portant statut général des fonctionnaires de la République togolaise applicable aux fonctionnaires de ce corps est déterminé conformément aux dispositions du présent décret.

Ce corps est constitué par les cinq cadres ci-après :

- Cadre des médecins, pharmaciens et chirurgiens-dentistes.
- Cadre des Sages-Femmes.
- Cadre des agents techniques et assistants médico-sociaux
- Cadre des infirmiers d'Etat et Assistants d'hygiène d'Etat
- Cadre des infirmiers et Aides-Sanitaires.

TITRE I

CADRE DES MEDECINS, PHARMACIENS ET CHIRURGIENS-DENTISTES.

CHAPITRE I

Dispositions générales

Art. 2. — Les fonctionnaires du cadre des médecins, pharmaciens et chirurgiens-dentistes sont chargés des fonctions de direction, d'organisation administrative et technique, d'enseignement, d'études et de recherches. Ils dirigent, inspectent et contrôlent les autres cadres du corps. Ils sont habilités à assurer les fonctions de chefs de services de médecine, de chirurgie, des services de spécialités, d'hygiène, de prophylaxie etc..., l'emploi de chef de service, à titres et diplômes équivalents, revenant au fonctionnaire le plus ancien du grade considéré.

Art. 3. — Le cadre des médecins, pharmaciens et chirurgiens-dentistes est classé dans la catégorie A prévue aux articles 9 et 10 du décret n° 61-61 du 21-7-61 portant modalité d'application du statut général de la Fonction Publique togolaise et dans le groupe A 1 défini à l'article 2 du décret n° 61-62 du 21 juillet 1961 instituant les diverses catégories hiérarchiques de la Fonction Publique togolaise.

Conformément aux dispositions de l'article 5 du décret n° 61-61 précité les fonctionnaires du cadre sont répartis entre les trois grades suivant :

- le grade initial de médecins, pharmaciens ou chirurgiens-dentistes
- le grade moyen de médecins, pharmaciens ou chirurgiens-dentistes en chef
- le grade terminal de médecins, pharmaciens ou chirurgiens-dentistes inspecteurs.

CHPITRE II

Recrutement

Art. 4. — Le nombre maximum de candidats à admettre dans le cadre des médecins, pharmaciens et chirurgiens-dentistes est fixé chaque année par arrêté conjoint du ministre de la santé publique, du ministre de la fonction publique et du ministre des finances et des affaires économiques.

Art. 5. — Par application des articles 20 et 21 de la loi n° 58-66 du 1^{er} décembre 1958 susvisée, les médecins, pharmaciens et chirurgiens-dentistes sont recrutés exclusivement sur titres, dans les conditions prévues à l'article 12-3° du décret n° 61-61 susvisé parmi les candidats docteurs en médecine, pharmaciens et chirurgiens-dentistes diplômés d'Etat, ou d'Université.

Par application des dispositions de l'article 1^{er} alinéa 3 du décret n° 61-61 susvisé, en raison des nécessités du service, l'âge maximum d'accès au cadre des médecins, pharmaciens et chirurgiens-dentistes est fixé à 40 ans.

Art. 6. — Les candidats admis dans le cadre des médecins, pharmaciens et chirurgiens-dentistes sont nommés dans les conditions prévues à l'article 29 du décret n° 61-61 susvisé. Ceux qui justifient de la qualité d'ancien interne des hôpitaux des villes de Facultés ou de la qualité de spécialistes reconnue par arrêté conjoint du ministre de la santé publique, du ministre de la fonction publique et du ministre de l'éducation nationale, sont nommés au 2^e échelon du grade initial. Le même arrêté peut également prévoir en faveur de certains bénéficiaires de la qualité de spécialiste l'octroi de bonifications d'ancienneté entrant en compte pour les avancements d'échelon.

D'autre part, les candidats ayant accompli antérieurement à leur admission dans le cadre des années de pratique professionnelle à titre privé, bénéficient d'une bonification d'ancienneté égale aux deux tiers de ces années dûment attestées.

Art. 7. — Les candidats admis dans le cadre peuvent demander la prise en compte pour le calcul de leurs annuités de services en vue de leur mise à la re-

traite, d'une durée de sept années au titre de leurs études médicales ou de cinq années au titre de leurs études de pharmaciens ou de chirurgiens-dentistes.

Art. 8. — Les fonctionnaires du cadre des médecins, pharmaciens et chirurgiens-dentistes peuvent, à l'occasion d'un congé, être autorisés à suivre un stage de perfectionnement dans une faculté ou un établissement universitaire hospitalier en France ou dans un Etat étranger. Dans ce cas le congé peut être prolongé, suivant les nécessités du service, de quatre mois au maximum, les frais du transport aller et retour pour le fonctionnaire, du lieu de service au centre d'études étant à la charge du budget général.

Une période minimum de quatre années doit séparer pour chaque intéressé deux stages consécutifs. Dès son retour, le fonctionnaire bénéficiaire de l'autorisation doit justifier de la réalité du stage accompli par une attestation des autorités compétentes.

CHAPITRE III

Dispositions transitoires

Art. 9. — Compte tenu des dispositions du titre X de la loi n° 58-66 du 1^{er} décembre 1958 et des dispositions transitoires des deux décrets n° 61-61 et n° 61-62 susvisés, les citoyens togolais médecins et pharmaciens diplômés de l'ancienne école de médecine de Dakar sont intégrés dans le cadre des médecins, pharmaciens et chirurgiens-dentistes.

Art. 10. — Les fonctionnaires bénéficiaires de l'intégration prévue à l'article précédent ne pourront être l'objet d'une proposition éventuelle d'avancement au grade de médecin, pharmacien ou chirurgien-dentiste inspecteur de classe exceptionnelle que lorsqu'ils auront obtenu le diplôme d'Etat de docteur en médecine.

TITRE II

CADRE DES SAGES-FEMMES

CHAPITRE I

Dispositions générales

Art. 11. — Les sages-femmes sont habilitées, sous la direction des fonctionnaires du cadre des médecins, à occuper les emplois correspondant à leur qualification spécialisée et à assurer le fonctionnement des maternités et des consultations pré-et-post-natales.

Art. 12. — Le cadre des sages-femmes est classé dans la catégorie B définie aux articles 9 et 10 du décret n° 61-61 et à l'article 2 du décret n° 61-62 susvisés.

Conformément aux dispositions de l'article 5 du décret n° 61-61 précité, les fonctionnaires du cadre sont répartis entre les trois grades suivants :

- le grade initial de sage-femme de 2^e classe
- le grade moyen de sage-femme de 1^{re} classe
- le grade terminal de sage-femme principale.

CHAPITRE II

Recrutement

Art. 13. — Le nombre maximum de candidates à admettre dans le cadre des sages-femmes est fixé chaque année par arrêté conjoint du ministre de la santé publique, du ministre de la fonction publique et du ministre des finances et des affaires économiques.

Art. 14. — Par application des dispositions de l'article 1^{er} alinéa 3 du décret n° 61-61 susvisé, les sages-femmes de 2^e classe sont recrutées en raison des nécessités propres au service exclusivement sur titres, dans les conditions prévues à l'article 12-3^o du même décret, parmi les candidates justifiant de la possession d'un diplôme d'Etat reconnu par arrêté conjoint du ministre cret, parmi les candidates justifiant de la possession d'un diplôme d'Etat reconnu par arrêté conjoint du ministre nationale.

Art. 15. — Les candidates admises dans le cadre des sages-femmes sont nommées au 1^{er} échelon du grade de sage-femme de 2^e classe.

CHAPITRE III

Dispositions transitoires

Art. 16. — Compte tenu des dispositions du titre X de la loi n° 58-66 du 1^{er} décembre 1958 et des dispositions transitoires des deux décrets n° 61-61 et n° 61-62 susvisés, les sages-femmes africaines diplômées de l'ancienne Ecole de sages-femmes de Dakar sont intégrées dans le cadre des sages-femmes, conformément aux dispositions de l'article 8 du décret n° 61-25 du 16 mars 1961.

Art. 17. — Les sages-femmes contractuelles ou décisionnaires actuellement en service seront intégrées au cadre des sages-femmes dans les conditions précisées à l'article précédent, dans la mesure où elles possèdent les titres requis, prescrits par l'article 14 ci-dessus.

TITRE III

CADRE DES AGENTS TECHNIQUES ET ASSISTANTS MEDICO-SOCIAUX

CHAPITRE I

Dispositions générales

Art. 18. — Les agents techniques et assistants médico-sociaux sont chargés, sous l'autorité et la direction d'un médecin :

1^o/ de l'exécution des mesures générales d'hygiène, de salubrité et d'assainissement intéressant la protection de la Santé Publique ;

2^o/ de participer dans les agglomérations urbaines et rurales au dépistage des maladies endémiques, épidémiques, épidémiques ou sociales et d'appliquer instantanément toutes mesures prescrites pour les combattre et empêcher leur extension ;

3^o/ de développer les notions d'hygiène dans les populations, de surveiller l'hygiène des enfants et de collaborer à la lutte contre la mortalité infantile ;

4°/ d'assurer la surveillance du fonctionnement des services hospitalier et services de consultations des formations sanitaires ;

5°/ d'assurer le cas échéant des fonctions en rapport avec leurs capacités techniques dans les services de la Santé Publique.

Art. 19. — Le cadre des agents techniques et assistants médico-sociaux est classé dans la catégorie B définie aux articles 9 et 10 du décret n° 61-61 et à l'article 2 du décret n° 61-62 susvisés.

Conformément aux dispositions de l'article 5 du décret n° 61-61 précité les fonctionnaires du cadre sont répartis entre les trois grades suivants :

- le grade initial d'agent technique ou assistant de 2^e classe
- le grade moyen d'agent technique ou assistant de 1^{re} classe
- le grade terminal d'agent technique ou assistant principal.

CHAPITRE II

Recrutement

Art. 20. — Le nombre maximum des candidats à admettre dans le cadre des agents techniques et assistants médico-sociaux est fixé chaque année par arrêté conjoint du Ministre de la Santé Publique, du Ministre de la Fonction Publique et du Ministre des Finances.

Art. 21. — Les agents techniques ou assistants de 2^e classe sont recrutés dans les conditions prévues aux articles 8, 10 et 12 à 18 du décret n° 61-61 susvisé : uniquement par concours professionnel ouvert aux infirmiers d'Etat et assistants d'hygiène d'Etat qui satisfont à la durée de service exigée à l'article 12-3° du décret n° 61-61 du 21 juillet 1961 et qui sont âgés de 35 ans au plus à la date du concours.

Art. 22. — Le concours professionnel institué à l'article 21 comporte :

- 1°/ une interrogation écrite sur l'organisation des services de la Santé Publique (coeff. 2) ;
- 2°/ une épreuve technique suivant la spécialité (coeff. 3) ;
- 3°/ la rédaction d'un rapport sur une question de service suivant la spécialité (coeff. 2).

Art. 23. — Les modalités d'organisation et le programme des épreuves du concours sont fixés par arrêté du Ministre de la Santé Publique.

Les épreuves sont notées de 0 à 20.

Toute note inférieure à 7 est éliminatoire.

Une note unique d'écriture et de présentation de 0 à 20 avec coefficient 1 sera attribuée à l'ensemble des trois épreuves.

Art. 24. — Les infirmiers et assistants d'hygiène admis au concours professionnel prévu à l'article 21 ci-dessus sont intégrés dans le cadre des Agents Techniques et Assistants médico-sociaux, par concordance d'indice ou à défaut à l'indice immédiatement supérieur.

Ils suivent obligatoirement et conformément aux dispositions du titre III de la loi n° 58-66 du 1^{er} décembre 1958 et du titre II, chapitre III de décret n° 61-61 susvisé, un cycle d'initiation professionnelle organisé par arrêté du Ministre de la Santé Publique.

CHAPITRE III

Dispositions transitoires

Art. 25. — Le cadre supérieur des Agents Techniques de la santé publique du Togo, régi par l'arrêté n° 1038 du 6 décembre 1954 est supprimé et disparaîtra par voie d'extinction.

Compte tenu des dispositions des articles 44 et 46 du décret n° 61-61 du 21 juillet 1961, pourront seuls être reclassés dans le nouveau cadre des Agents Techniques et Assistants médico-sociaux, les Agents Techniques de l'ancien cadre qui, en raison de leur qualification professionnelle, seront reconnus de niveau équivalent.

Les Agents Techniques appartenant à l'ancien cadre dont la qualification ne correspondrait pas à celle du nouveau cadre, seront constitués en cadre autonome en voie d'extinction.

Ils pourront toutefois accéder à ce nouveau cadre en subissant le concours professionnel institué à l'article 22 ci-dessus.

TITRE IV

CADRE DES INFIRMIERS D'ETAT ET ASSISTANTS D'HYGIENE D'ETAT

CHAPITRE I

Dispositions générales

Art. 26. — Les infirmiers et assistants d'hygiène d'Etat sont chargés, sous l'autorité supérieure des fonctionnaires du cadre des médecins, pharmaciens et chirurgiens-dentistes et sous les ordres des fonctionnaires du cadre des agents techniques et assistants médico-sociaux :

- 1°/ d'exécuter les soins médicaux et de se porter au secours des malades en cas d'épidémie ou d'accident ;
- 2°/ d'entretenir le matériel médical et de veiller à la propreté des locaux ;
- 3°/ de tenir les registres des formations sanitaires et d'une manière générale d'exécuter tous travaux de bureau concernant le service.

Art. 27. — Le cadre des infirmiers et assistants d'hygiène d'Etat est classé dans la catégorie C définie aux articles 9 et 10 du décret n° 61-61 et à l'article 2 du décret n° 61-62 susvisés.

Art. 28. — Conformément aux dispositions de l'article 5 du décret n° 61-61 précité, les fonctionnaires du cadre sont répartis entre les trois grades suivants :

- le grade initial d'infirmier ou assistant d'hygiène d'Etat de 2^e classe
- le grade moyen d'infirmier ou assistant d'hygiène d'Etat de 1^{re} classe
- le grade terminal d'infirmier ou assistant d'hygiène d'Etat principal.

CHAPITRE II

Recrutement

Art. 29. — Le nombre maximum de candidats à admettre dans le cadre des infirmiers et assistants d'hygiène est fixé chaque année par arrêté conjoint du Ministre de la Santé Publique, du Ministre de la Fonction Publique et du Ministre des Finances et des Affaires Economiques.

Art. 30. — Par application des dispositions de l'article 1^{er} alinéa 3 du décret n° 61-61 susvisé, les infirmiers et assistants d'hygiène sont recrutés, en raison des nécessités propres au service, exclusivement sur titres, dans les conditions prévues à l'article 12-3° du même décret parmi les candidats justifiant de la possession d'un diplôme d'Etat reconnu par arrêté du Ministre de la Santé Publique.

Art. 31. — Les candidats admis dans le cadre des infirmiers et assistants d'hygiène sont nommés au 1^{er} échelon du grade d'infirmier de 2^e classe ou assistant de 2^e classe.

CHAPITRE III

Dispositions transitoires

Art. 32. — Compte tenu des dispositions des deux décrets n° 61-61 et 61-62 du 21 juillet 1961, les fonctionnaires de l'ancien cadre local, titulaires du brevet d'aptitude à l'emploi d'infirmiers, infirmières ou agents d'hygiène de l'assistance médicale ainsi que les infirmiers spécialistes provenant des cadres de l'ex-AOF, pourront être intégrés dans le nouveau cadre des infirmiers, infirmières et assistants d'hygiène d'Etat.

Les infirmiers et infirmières décisionnaires ou contractuels, actuellement en service et titulaires du diplôme d'Etat d'infirmiers, seront reclassés dans le cadre régi par le présent décret.

TITRE V

CADRE DES INFIRMIERS ET DES AIDES SANITAIRES

CHAPITRE I

Dispositions générales

Art. 33. — Les infirmiers et les aides-sanitaires, concourent sous l'autorité supérieure des fonctionnaires du cadre des médecins, pharmaciens, chirurgiens-dentistes et sous les ordres des fonctionnaires du cadre des sages-femmes, des agents techniques, assistants médico-sociaux, infirmiers d'Etat et assistants d'hygiène au fonctionnement du service de l'assistance médicale.

Quel que soit leur grade ou les fonctions dont ils sont chargés, ils sont toujours subordonnés aux fonctionnaires des corps classés dans les catégories A, B et C.

Art. 34. — Le cadre des infirmiers et aides-sanitaires est classé dans la catégorie D définie aux articles 9 et 10 du décret n° 61-61 du 21 juillet 1961 et à l'article 2 du décret n° 61-62 précités.

Conformément aux dispositions de l'article 5 du décret n° 61-61 susvisé, les fonctionnaires du cadre sont répartis entre les trois grades suivants :

— le grade initial d'infirmier ou aide-sanitaire adjoint

— le grade moyen d'infirmier ou aide-sanitaire ordinaire
— le grade terminal d'infirmier ou aide-sanitaire principal.

CHAPITRE II

Recrutement

Art. 35. — Par application des dispositions de l'article 11 du décret n° 61-61 du 21 juillet 1961, les infirmiers et les aides-sanitaires sont recrutés, en raison des nécessités propres au service, exclusivement sur titres, dans les conditions prévues à l'article 12-3° du même décret, parmi les candidats diplômés de l'école des infirmiers et aides-sanitaires du Togo.

Art. 36. — Les candidats admis dans le cadre régi par le présent titre sont nommés au 1^{er} échelon du grade d'infirmier ou aide-sanitaire adjoint.

CHAPITRE III

Dispositions transitoires

Art. 37. — Compte tenu des dispositions des articles 44 et 46 du décret n° 61-61 du 21 juillet 1961, pourront seuls être reclassés dans le nouveau cadre régi par le présent titre, les fonctionnaires appartenant à l'ancien cadre local de l'assistance médicale du Togo non titulaires du brevet d'aptitude à l'emploi d'infirmier, infirmière ou agent d'hygiène mais reconnus de niveau équivalent.

Les intéressés dont la qualification ne correspondrait pas à celle du nouveau cadre, seront reclassés dans la catégorie E transitoire instituée à l'article 5 du décret n° 61-62 du 21 juillet 1961 et disparaîtront par voie d'extinction. — Ils pourront toutefois être admis ultérieurement dans le nouveau cadre par examen professionnel organisé par arrêté conjoint du ministre de la santé publique et du ministre de la fonction publique.

TITRE VI

DISPOSITIONS DIVERSES COMMUNES

Art. 38. — Le nombre des fonctionnaires de chacun des cadres régis par le présent décret, qui sont susceptibles d'être placés en position de détachement ou de disponibilité, ne peut excéder 10 o/o de l'effectif total de chaque cadre.

Art. 39. — Sont abrogées toutes dispositions contraires à celles du présent décret et notamment les dispositions :

— du décret n° 59-167 du 15 octobre 1959, fixant le statut particulier du cadre des médecins et pharmaciens de l'assistance médicale du Togo ;

— de l'arrêté n° 1038 du 6 décembre 1954, fixant le statut particulier des agents techniques de la santé publique du Togo ;

— de l'arrêté n° 291 du 7 juin 1945, fixant le statut particulier du cadre local des infirmiers et infirmières du Togo.

Art. 40. — Le ministre de la fonction publique, le ministre des finances et des affaires économiques et le ministre de la santé publique sont chargés, chacun en

ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République togolaise.

Fait à Lomé, le 19 juin 1962.

S. E. Olympio

Par le Président de la République :

Le Ministre de la Fonction Publique,

P. Akouété

*Le Ministre des Finances
et des Affaires Economiques,*

H. D. Coco

DECRET N° 62-87 du 19-6-62 modifiant le décret n° 61-26 du 16 mars 1961 portant règlement sur la solde et les allocations accessoires accordées aux fonctionnaires de la République Togolaise.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la loi n° 58-66 du 1^{er} Décembre 1958, portant statut général des fonctionnaires de la République togolaise ;

Vu le décret n° 61-26 du 16 Mars 1961 portant règlement sur la solde et les allocations accessoires accordées aux fonctionnaires de la République togolaise ;

DECRETE :

Article Premier. — Les articles 28 et 29 du décret n° 61-26 du 16 mars 1961 portant règlement sur la solde et les allocations accessoires accordées aux fonctionnaires de la République togolaise sont supprimés et remplacés par les dispositions nouvelles ci-après :

« Art. 28. — Des congés de maternité assimilés à des congés de maladie sont accordés à solde entière, au personnel féminin pendant la période qui précède et qui suit immédiatement les couches.

La durée des congés de maternité est, dans la limite maximum de quarante cinq jours, ainsi répartie :

— quinze jours avant la période présumée de l'accouchement

— trente jours après la date de l'accouchement.

En tout état de cause le congé de maternité prend fin à l'issue du trentième jour qui suit l'accouchement ».

« Art. 29. — Toute demande de congé de maternité doit être accompagnée d'un certificat médical délivré par un médecin ou une sage-femme agréé par l'Etat et fixant la date présumée de l'accouchement.

Dans un délai maximum de dix jours après l'accouchement, le fonctionnaire en congé de maternité est tenu de faire parvenir au ministre de la fonction publique un certificat médical indiquant la date exacte à laquelle a eu lieu cet accouchement.

Cette date constituera le point de départ de la période de trente jours prévue à l'article précédent. »

Art. 2. — Le ministre de la fonction publique et le ministre des finances et des affaires économiques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui aura effet pour compter du 1^{er} juillet 1962 et qui sera publié au *Journal officiel*.

Fait à Lomé, le 19 juin 1962.

S. E. Olympio

Par le Président de la République :

Le Ministre de la Fonction Publique,

P. Akouété

*Le Ministre des Finances
et des Affaires Economiques,*

H. D. Coco

DECRET N° 62-88 du 20-6-62 déterminant les mesures financières de nature à permettre au gouvernement de remplir les obligations découlant de l'adhésion de la République togolaise à diverses organisations internationales.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la loi organique n° 60-29 du 5 août 1960 relative aux lois de Finances,

Vu la loi n° 62-11 du 15 Mars 1962 relative à l'admission de la République togolaise au Fonds Monétaire International et à la Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement, l'Association Internationale de développement et la Société Financière Internationale ;

Vu la situation de Trésorerie :

Le Conseil des Ministres entendu,

DECRETE :

Article Premier. — En application de la loi N° 62-11 du 15 mars 1962, autorisant dans son article premier le gouvernement à prendre toutes mesures financières de nature à lui permettre de remplir les obligations découlant de l'adhésion de la République togolaise au Fonds monétaire international, et à la Banque internationale pour la reconstruction et le développement et étendant, en son article 2, la même autorisation à l'Association internationale de développement et à la Société financière internationale, il est ouvert dans les écritures du trésorier-payeur, un compte spécial du trésor, intitulé : « Obligations résultant de l'adhésion de la République togolaise à diverses organisations internationales ».

Art. 2. — Est autorisé le paiement, par le débit du compte créé par l'article premier, aux organisations énumérées ci-après des sommes suivantes :

a) en or ou en dollars U.S.A. :

— Fonds Monétaire International.	1.125.000 Doll. USA
— Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement.	150.000 Doll. USA
— Association Internationale de Développement.	38.000 Doll. USA

Total en or ou en dollars USA. . . 1.313.000 Doll. USA

Un million trois cent treize mille dollars — soit au taux de 246 frs CFA, 853 pour 1 dollar USA :

Trois cent vingt quatre millions cent dix sept mille neuf cent quatre vingt neuf francs CFA (324.117.989 f. CFA).

b) En francs CFA :

— Fonds Monétaire International :
contre valeur de 112.500 dollars

USA. à 246 frs CFA. 853, soit 27.770.962,50

Vingt sept millions sept cent soixante dix mille neuf cent soixante deux francs CFA. cinquante centimes.

— Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement :

contre valeur de 13.500 dollars

USA. à 246 frs CFA. 853, soit 3.335.515,50

Trois millions trois cent trente cinq mille cinq cent quinze francs CFA. cinquante centimes.

— Association Internationale de Développement :
contre valeur de 136.800 dollars

USA. à 246 frs CFA. 853, soit 33.769.490,40

Trente trois millions sept cent soixante neuf mille quatre cent quatre vingt dix francs CFA. quarante centimes.

— Société Financière Internationale :

contre valeur de 83.000 dollars

USA à 246 frs CFA. 853, soit frs CFA. 20.488.799,00

Vingt millions quatre cent quatre vingt huit mille sept cent quatre vingt dix neuf frs. CFA.

SOIT au total pour les versements
en frs. CFA. 85.361.767,40

Quatre vingt cinq millions trois cent soixante et un mille sept cent soixante sept francs CFA quarante centimes.

et pour l'ensemble 409.479.756,40

Quatre cent neuf millions quatre cent soixante dix neuf mille sept cent cinquante six francs CFA, quarante centimes, auxquels s'ajoutent les frais de courtage et autres.

Art. 3. — Compte tenu des frais, le découvert autorisé du Compte créé par l'article premier est fixé au maximum arrondi de quatre cent vingt millions de francs CFA (420.000.000 frs CFA)

Art. 4. — Le Ministre des Finances et des Affaires Economiques est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République togolaise.

Fait à Lomé, le 20 juin 1962

S. E. Olympio

Par le Président de la République :

*Le Ministre des Finances
et des Affaires Economiques,*

H. D. Ccoo

Affaires courantes

N° 79/PR. du 26-6-62. — Pendant l'absence de M. Hospice Coco, Ministre des Finances et des Affaires Economiques, l'expédition des affaires courantes sera assurée par M. Paul Amegee, Ministre des T. P., Mines, Transports, des Postes et Télécommunications.

N° 80/PR du 26-6-62. — Pendant l'absence de M. Gerson-Victor Kpotsra, Ministre de la Santé Publique, l'expédition des Affaires courantes sera assurée par M. Paulin Akoueté, Ministre du Travail, des Affaires Sociales et de la Fonction Publique.

Nominations — Affectations

N° 48/D/PR/INT. du 26-6-62. — Sont prononcées les nominations et affectations suivantes :

M. Djirakor Clément, commis d'administration adjoint du Cadre Local du Togo, adjoint au Chef de la Circonscription Administrative de Klouto, est nommé chef de la Circonscription Administrative de Niamtougou par intérim, en remplacement de M. Sodji Léandre, qui part en stage.

M. Akoueté Léonard, adjoint administratif stagiaire en service au Ministère de l'Intérieur, est nommé adjoint du Chef de la Circonscription Administrative d'Atakpamé en remplacement de M. Bodjona Ali Antoine appelé à d'autres fonctions.

M. Bodjona Ali Antoine, secrétaire d'administration, adjoint au Chef de la Circonscription Administrative d'Atakpamé, est nommé adjoint au chef de la Circonscription administrative de Klouto en remplacement de M. Djirakor Clément appelé à d'autres fonctions.

Les émoluments des intéressés restent imputables au chapitre 12 article 5 du Budget général.

La présente décision aura effet pour compter de la date de sa signature.

Destitution de chef de canton

N° 81/PR/INT. du 27-6-62. — M. Langboug Sanwogou, chef du Canton de Tamongue, est destitué de ses fonctions.

Le présent arrêté prend effet pour compter du 1^{er} juillet 1962.

MINISTÈRE DE LA DEFENSE NATIONALE

Rengagements

N° 46/D/PR/Cab-Mil. du 19-6-62. — Les militaires de la Compagnie d'Infanterie Togolaise dont les noms suivent, sont rengagés pour une durée de un an, pour compter des dates ci-après :

1^{of} — Sous-Officiers :

Gbenado Emmanuel, Sergent mle 20.172, à compter du 23-6-62

Djogbessi Georges, Sergent mle 20.228, à compter du 3-7-62.

2^{of} — Hommes de Troupe :

Yentougli Tchintchingué, Soldat de 1^{re} classe mle 12.104, à compter du 12-6-62.

Idrissou Yakine, Soldat de 1^{re} classe mle 18.240, à compter du 14-6-1962.

Assantikadao Kossi, Soldat de 1^{re} classe mle 20.240, à compter du 23-6-1962.

Kombaté Damé, Soldat de 1^{re} classe mle 14.070, à compter du 30-6-1962.

Koutina Tantina, Soldat de 1^{re} classe mle 13.613, à compter du 30-6-1962

Hekpo Benoît, Soldat de 1^{re} classe mle 13.625, à compter du 30-6-1962.

Vodougbe Georges, Soldat de 2^e classe mle 13.612 à compter du 30-6-62.

Wari Tchao, Soldat de 1^{re} classe mle 20.230. à compter du 3-7-1962.

Laré Lamboni, Caporal mle 20.216, à compter du 31-7-1962.

Nyanlaba Lambert, Caporal mle 13.637, à compter du 31-7-1962.

Simlewa Emmanuel, Caporal mle 13.652, à compter du 31-7-1962.

Ali Pierre, Soldat de 1^{re} classe mle 12.652, à compter du 31-7-1962.

Tchangai Koffi, Soldat de 1^{re} classe mle 13.645, à compter du 31-7-1962.

Edoh Comla, Soldat de 1^{re} classe mle 13.643, à compter du 31-7-1962.

Ayeba Kpona, Soldat de 1^{re} classe mle 13.635, à compter du 31-7-1962.

Batchadé Nogoué, Soldat de 1^{re} classe mle 13.636, à compter du 31-7-62.

Baleng Koa, Soldat de 1^{re} classe mle 13.627, à compter du 31-7-1962.

Sibitti Moumouni, Soldat de 1^{re} classe mle 13.658, à compter du 31-7-1962.

Adjété Laclé, Soldat de 2^e classe mle 13.646, à compter du 31-7-1962.

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Nominations

N° 5/MJ. du 16-6-62. — Sont nommés membres de la Commission d'avancement prévue à l'article 21 de la loi n° 62-7 du 14 mars 1962 pour l'année judiciaire 1962 :

MM. Henriet Pierre, Conseiller à la Cour d'Appel.
Pierron Maurice, Vice-Président du Tribunal de 1^{re} Instance de Lomé.

M. Pierron remplira les fonctions de secrétaire de la dite Commission.

N° 6/MJ. du 16-6-62. — M. Guyotot Yves, magistrat mis à la disposition du Gouvernement togolais et arrivé à Lomé, le 4 juin 1962, est nommé Procureur de la République Près le Tribunal de Première Instance de Lomé.

Le présent arrêté prendra effet pour compter du 4 juin 1962.

Affectations

N° 14/D/MJ. du 20-6-62. — Sont affectés, pour compter du 1^{er} juin 1962 :

Au Tribunal Coutumier de 1^{re} Instance de Sokodé

M. Agbodjan Félix, agent permanent 5^{ème} catégorie échelle A.

Son traitement sera imputé au chapitre 16, article 7 du budget général.

Au Tribunal de Droit Moderne de 1^{re} Instance

M. Kakey Moïse, agent permanent 2^e catégorie échelle A.

Son traitement sera imputé au chapitre 16, article 6 du budget général.

Agent d'Affaires

N° 7/MJ. du 20-6-62. — M. Davi Tété Norbert, demeurant à Lomé 7, rue Avasso (Nyékonakpoè) est autorisé à exercer la profession d'agent d'affaires dans la République Togolaise.

La présente autorisation peut être révoquée à tout moment en cas d'inobservation des prescriptions réglementaires et notamment celles du décret du 14 mai 1942 réglementant la profession d'agent d'affaires au Togo.

MINISTÈRE DE L'INTERIEUR

Nominations

N° 56/D/INT. du 16-6-62. — Sont nommés commissaires d'arrondissement de la Ville de Lomé :

M.M. Kpégba Gaston, commissaire de police pour servir au 1^{er} arrondissement.

Ataklo Arnold, inspecteur de police pour servir au 2^e arrondissement.

Dansou Justin, officier de police adjoint pour servir au 3^e arrondissement.

La présente décision prend effet pour compter de la date de sa signature.

N° 58/D/INT. du 26-6-62. — M. Laré Bacco Boukari, adjoint administratif de 2^e classe 1^{er} échelon stagiaire, est nommé attaché de cabinet par intérim du ministre de l'intérieur, en remplacement de M. Osseyi Jean Alexandre, ex. M. Johnson Alexandre Kodjo parti en stage.

La dépense est imputable au chapitre 12, article 2 du budget général.

La présente décision aura effet pour compter du 9 juin 1962.

Affectations

N° 59-D/INT/GT du 27-6-62. — Sont affectés pour compter du 1^{er} juillet 1962 :

Au peloton de Lomé

Lino Laurent, brigadier 1^{er} éch. N° Mle 1776, du dépôt des gardes de Lomé.

Sahossi Paul, garde 1^{er} éch. N° Mle 2369, du dépôt des gardes de Lomé.

Au peloton mobile de Sokodé

Tiyé Kili, garde de 1^{re} classe N° Mle 1551, du peloton de Lama-Kara.

Koissi Baban, garde de 1^{er} éch. N° Mle 2379, du détachement de Pagouda

Au peloton de Lama-Kara

Tchekou Ahoudi, garde 1^{er} éch. N° Mle 2342 du peloton mobile de Sokodé.

Hanto Atchaholo, garde 1^{er} éch. N° Mle 2341, du peloton mobile de Sokodé.

Au détachement de Pagouda

Lamboni Lardja, garde 1^{er} éch. N° Mle 2414 du peloton mobile de Sokodé.

Agbossou Yao François, élève-garde, N° Mle 2445, du cent. d'inst. de Lomé.

N° 60-D/INT du 27-6-62. — M. de Souza Hospice, agent permanent 2^e catégorie échelle A, en service au ministère de l'intérieur, est affecté à la circonscription administrative de Bassari en complément d'effectif.

Le traitement de l'intéressé reste imputable au chapitre 12, article 5 du budget général.

La présente décision aura effet pour compter de la date de sa signature.

Transferts de restes mortels

N° 46/INT du 18-6-62. — Est autorisé dans les conditions prescrites par l'arrêté ministériel du 29 juillet 1916, le transfert de Lomé à Gênes (Italie) via Marseille des restes mortels de Marino Pietro, décédé à l'hôpital de Tokoin-Lomé le 19 mai 1962.

Les frais de transfert seront supportés par la société S.O.C.O.P.A.O. à Lomé.

Le ministre de la santé publique et le maire de la ville de Lomé sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

N° 48/INT du 20-6-62. — Est autorisé dans les conditions prescrites par l'arrêté ministériel du 29 juillet 1916, le transfert de Lomé à Toulon des restes mortels de Mme Goeh Akué, née Mossé Nicole, décédée à Lomé le 17 juin 1962.

Le ministre de la santé publique et le maire de la ville de Lomé sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Interdictions de séjour

N° 50/INT du 23-6-62. — Le séjour dans toute l'étendue de la République togolaise est interdit pour une durée de cinq ans à compter du 24 juin 1962, date d'expiration de leur peine de prison aux nommés :

1 — Tchakli Kouassi Kouma, détenu à la prison civile de Dapango, né vers 1917 à Dambaye (Ghana) y demeurant, fils de Tchakli et de Abra Simpoa, sans profession fixe, condamné pour vagabondage à trois mois de prison et *cinq ans d'interdiction de séjour* par jugement en date du 10 avril 1962 du tribunal correctionnel de Sokodé en audience foraine à Dapango. (FD. 11.111/22.222/18-12).

2 — Mensah Kouassi Kouami, détenu à la prison civile de Dapango, né vers 1915 à Bouraye (Ghana) y demeurant, fils des feus Mensah Kouami et Lantika, sans profession fixe, condamné pour vagabondage à trois mois de prison et *cinq ans d'interdiction de séjour* par jugement en date du 10 avril 1962 du tribunal correctionnel de Sokodé en audience foraine à Dapango. (FD. 11.115/22.232).

Les infractions au présent arrêté seront sanctionnées conformément aux dispositions de l'article 45 du code pénal.

Les chefs de circonscription et le directeur de la sûreté nationale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Licenciements

N° 49/INT/GT du 21-6-62. — Le garde de 2^e cl. Moussa Patin, Mle 2281, en service au détachement des gardes togolais de Kandé, est licencié pour compter du 1^{er} juillet 1962 pour faute grave contre la discipline et rayé ledit jour des contrôles actifs du corps de la garde togolaise.

N° 55/D/INT du 13-6-62. — M. Laré Douti, gardien de résidence au salaire mensuel de 4.500 francs, en service à la circonscription administrative de Mango, est licencié de son emploi pour compter du 1^{er} octobre 1961, pour faute grave en service.

N° 57/D/INT. du 21-6-62. — Les secrétaires des chefs de canton dont les noms suivent sont licenciés de leurs fonctions :

M.M. Laré Sanwogou, secrétaire du chef de canton de Tamongue.

Lantoundi Dinou, secrétaire du chef de canton de Bogou.

Laré Alassani, secrétaire du chef de canton de Nano.

Sont engagés en qualité de secrétaires de chef de canton :

M.M. Lamboni Lambert, secrétaire du chef de canton de Tamongue, en remplacement de M. Laré Sanwogou.

Adamou Karamoko, secrétaire du chef de canton de Bogou, en remplacement de M. Lantoundi Dinou.

Kombaté Kantodi, secrétaire du chef de canton de Nano, en remplacement de M. Laré Alassani.

Les intéressés auront droit chacun à une indemnité annuelle :

M.M. Lamboni Lambert	48.000 francs
Adamou Karamoko.	62.000 francs
Kombaté Kantodi.	54.000 francs

La dépense est imputable au budget général, exercice 1962, chapitre 12, article 6.

La présente décision prend effet pour compter du 1^{er} juillet 1962.

Rectificatifs

RECTIFICATIF du 19 juin 1962 à l'arrêté n° 65-INT-GT du 22 Août 1959 portant engagements.

Au lieu de :

Assianti Emmanuel

Lire :

Akoto Koffi Emmanuel

(Le reste sans changement).

RECTIFICATIF du 19 juin 1962 à l'arrêté n° 65-INT/GT du 22 Août 1959 portant engagements.

Au lieu de :

Douboumey Komi

Lire :

Doulome Komi Godfroid

(Le reste sans changement).

MINISTÈRE DES FINANCES ET DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES

Autorisations de paiement

N° 255/D/MFAE-MF-F. du 16-6-62. — Est autorisé le virement télégraphique à l'adresse de M. Savi de Tové, Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire de la République togolaise en Allemagne Fédérale, Hôtel Bergischer Hof Munster Platz I-3 Bonn — son compte N° 195.453, ouvert à la Dresdner Bank Munster Platz I-3 Bonn, de la somme de deux cent quarante mille cinq cents (240.500) Deutsch Marks soit quatorze millions sept cent quarante deux mille six cent cinquante (14.742.650) francs CFA environ, destinée à l'achat d'immeuble.

Le directeur de la B.A.O. à Lomé se chargera du virement télégraphique par anticipation, des 240.500 DM. sur Bonn, immédiatement après signature du présent acte.

Les frais de transfert, plus, l'équivalence en monnaie locale de la somme virée, calculée au taux de change du jour de transfert, seront mandatés, dans un délai de 15 jours au profit de la B.A.O. Lomé, sur présentation d'un mémoire.

La dépense est imputable au compte hors budget, N° 113-04 « Participation de l'Etat à des réalisations diverses effectuées sur Fonds d'Aide Extérieure ».

N° 257/D/MFAE-F. du 19-6-62. — Il est autorisé le paiement à M. Bruce Emmanuel Georges, chargé de Mission de la République togolaise à Lagos (Nigeria) la somme de trois cents livres Ouest Africaines (L 300) soit deux cent dix mille (210.000) francs au titre d'avance pour l'aménagement de la Représentation togolaise à Lagos.

La dépense correspondante est imputable au budget général exercice 1962 chapitre 11 article 7.

M. Bruce devra produire dans les formes réglementaires les justifications des dépenses effectuées.

Terrains domaniaux

N° 176/MFAE-DOM. du 22-6-62. — Est attribué aux Etablissements Mobil Oil, A.O., Société Anonyme, ayant son siège social à 4 rue Salva-Dakar (Sénégal), pour une durée de cinq ans, renouvelable, le droit d'occupation temporaire d'une parcelle de terrain sise à Tabligbo, sur la route principale Anécho-Tabligbo, vers le parc des Automobiles et le Jardin public — d'une superficie de 630 m² faisant partie du domaine public de la République togolaise, aux prix et conditions stipulés au Cahier des Charges ci-annexé.

Le présent arrêté aura effet à compter de la date de sa signature.

N° 177/MFAE-DOM. du 22-6-62. — Est attribué à la Société « The United Africa Company Limited » (U.A.C.) à Lomé pour une période de 30 ans, le droit d'occupation temporaire, d'une parcelle de terrain d'une superficie de 24 mètres carrés, sis à Lomé, angle rue des Tisserands et Avenue Maréchal Foch, faisant partie du domaine public de la République togolaise, aux prix et conditions stipulés au Cahier des Charges ci-annexé.

Nominations

N° 50/D/MFAE-AE. du 14-6-62. — M. Feat Jean, hydrologue à l'O.R.S.T.O.M., est nommé cumulativement avec ses fonctions actuelles, régisseur de la caisse d'avance relative aux travaux hydrologiques du Service de l'I.R.T.O, en remplacement de M. Colombani Jacques partant en congé.

N° 263/D/MFAE-MF. du 21-6-62. — M. Duevi Alexis, commis de 1^{re} classe 3^e échelon, en service à la Direction des Finances, est nommé agent spécial de la Circonscription Administrative d'Atakpamé, en remplacement de M. Amouzou Eben-Ezer, appelé à d'autres fonctions.

Le traitement de M. Duevi est imputable au Chapitre 14, article 8 du budget général.

La présente décision aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Indemnité

N° 267/D/MFAE-MF-F. du 26-6-62. — M. Allsopp W. H. L., expert du Bureau de l'Assistance Technique des Nations Unies, qui utilise sa voiture personnelle N° R.T. A.E. 16 pour les besoins du service, percevra, au cours de l'année 1962, une indemnité forfaitaire d'entretien de véhicule fixée à dix mille (10.000) francs par mois.

L'indemnité ainsi allouée sera mandatée mensuellement sur présentation d'une attestation fournie, pour chaque paiement, par M. le Représentant Résident des Nations Unies à Lomé, certifiant que l'expert a effectivement utilisé son véhicule personnel pour les besoins du service pendant le mois en cause.

La dépense est imputable au budget général du Togo, exercice 1962, chapitre 28, article 6.

Renouvellement de secours temporaire

N° 170/MFAE-MF-FR. du 14-6-62. — Le secours temporaire de quarante mille (40.000) francs cfa par an, accordé par arrêté n° 302-53/F du 29 avril 1953 à M. Antonio Pedro Félix d'Almeida, commis d'administration en retraite, demeurant à Anécho, quartier Aplayiho, est renouvelé pour une période de trois ans à compter du 1^{er} janvier 1962.

Ce secours, payable par trimestre et à terme échu est imputable au budget général du Togo.

Allocation viagère

N° 171/MFAE-MF-FR. du 14-6-62. — Une allocation viagère annuelle de quatre vingt mille cent quatre vingt douze (80.192) francs c.f.a. est accordée à M. Adamah Roger, animateur d'Action Rurale permanent 5^e Catégorie, échelle C, précédemment en service à Tsévié, qui a accompli 27 ans 7 mois 15 jours, de services effectifs au dernier Février 1962 inclus, veille de la date de la cessation de ses fonctions pour limite d'âge constatée par décision n° 323/MFP du 5 Avril 1962.

Cette allocation viagère, payable par trimestre et à terme échu à compter du 1^{er} Mars 1962, est imputable au budget général du Togo.

Allocation familiale

N° 174/MFAE-MF-FR. du 19-6-62. — Il est alloué pour compter du 1^{er} Janvier 1962, sur les fonds de la Caisse Locale de Retraites du Togo à M. Tigoe Joseph, infirmier principal de classe exceptionnelle de l'Assistance Médicale du Togo en retraite, une allocation familiale au titre de son enfant (12^e rang), dénommé Jean Paul Assirivi, né le 26 Juin 1945.

Majoration pour enfant

N° 175/MFAE-MF-FR. du 19-6-62. — Le taux de la majoration pour famille nombreuse accordée par arrêté n° 43/MFAE/F-FR du 10 Mars 1961 à M. Koumi Noël, infirmier principal de classe exceptionnelle de l'Assistance Médicale du Togo en retraite (indice 470) est porté de 65 o/o à 70 o/o de sa pension (104.520 frs. l'an) pour compter du 15 Février 1962, au titre de son enfant (15^e rang), dénommé Faustin Kouanvi, né le 15 Février 1946.

Le montant annuel de la majoration de 70 o/o est fixé à soixante treize mille cent soixante quatre (73.164) francs cfa.

Pensions

N° 172/MFAE-MF-FR du 19-6-62. — Il est attribué sur les fonds de la caisse locale de retraites du Togo à Mme veuve Blabou Kayi Véronique (née Ayité) épouse de M. Blabou Jacob, agent d'hygiène principal de classe exceptionnelle en retraite (indice 470, pourcentage 53 o/o), décédé à Lomé le 16 avril 1961, une pension de veuve au taux annuel de cinquante trois mille deux cent soixante six (53.266) francs cfa. pour compter du 1^{er} mai 1961.

Il est en outre alloué à Mme veuve Blabou Kayi Véronique (née Ayité), conformément à l'article 23 paragraphe II du décret du 29 mars 1954, la moitié des majorations pour enfants précédemment attribuées à son mari au taux de 10 o/o de sa pension au titre des enfants désignés ci-après :

Félicité Ayélé, née le 6 novembre 1936;
Victoria Ayoko, née le 4 décembre 1938;
Assiongbovi, né le 23 octobre 1942.

Le montant annuel de la majoration accordée à la veuve est fixé à cinq mille trois cent vingt six (5.326) francs cfa pour compter du 1^{er} mai 1961.

Il est également alloué sur les fonds de la caisse locale de retraites du Togo, une pension d'orphelin fixée à dix mille six cent cinquante trois (10.653) francs cfa l'an pour compter du 1^{er} mai 1961 à chacun des orphelins dénommés ci-après :

Assiongbovi, né le 23 octobre 1942;
Etienne Anani, né le 15 août 1948;
Christophe Assiongbo, né le 21 mai 1950;
Christine Tchotchovi, née le 30 mai 1952;
Corneille Ekoué, né le 16 septembre 1952;
Barthélémy Anani, né le 24 août 1954;
Sophie Ayélé, née le 13 septembre 1954.

En vertu de l'article 23 paragraphe 8 du décret du 29 mars 1954, les pensions attribuées aux enfants ci-dessus désignés ne peuvent pas au total être inférieures au montant des avantages familiaux dont bénéficiait leur père.

Payables jusqu'à l'âge de 21 ans révolus des enfants, les pensions d'orphelins accordées ci-dessus seront versées entre les mains de Mme veuve Blabou Kayi Véronique (née Ayité), chargée de l'administration des biens et de la tutelle des orphelins mineurs du de cujus, ainsi que le montant des arrérages de pension dus à M. Blabou Jacob pendant le mois d'avril 1961.

N° 173/MFAE-MF-FR du 19-6-1962. — Il est attribué sur les fonds de la caisse locale de retraites du Togo à Mme veuve Abdoulaye Mémouna (née Mahama) épouse de M. Abdoulaye Adamou, infirmier adjoint de 4^e échelon de l'assistance médicale du Togo (indice 295, pourcentage 36 o/o) décédé à Sokodé le 19 octobre 1959, une pension de veuve au taux annuel de vingt et un mille trois cent trente (21.330) francs cfa. pour compter du 1^{er} novembre 1959.

Il est également alloué sur les fonds de la caisse locale de retraites du Togo, pour compter du 1^{er} novembre 1959 une pension d'orphelin fixée à quatre mille deux cent soixante six (4.266) francs cfa. l'an à chacun des orphelins dénommés ci-après :

Alassani, né le 9 mars 1848;
Baritchissou, née le 14 février 1951;
Mahamadou Michel, né le 14 novembre 1955;
Aissetou, née le 3 janvier 1959.

En vertu de l'article 23 paragraphe 8 du décret du 29 mars 1954, les pensions attribuées aux enfants ci-dessus désignés ne peuvent pas au total être inférieures au montant des avantages familiaux dont bénéficiait leur père.

Payables jusqu'à l'âge de 21 ans révolus des enfants, les pensions d'orphelins accordées ci-dessus seront versées entre les mains de M. Issa Daouda, chargé de l'administration des biens et de la tutelle des orphelins mineurs du de cujus.

N° 182/MFAE-MF-FR du 26-6-62. — Il est attribué sur les fonds de la caisse locale de retraites du Togo à Mme veuve Agbodan Kougbézi (née Honvikpoti), épouse de M. Agbodan Jean, ouvrier de 1^{re} classe de travaux publics en retraite (indice 375, pourcentage 58 o/o), décédé à Agbodankopé le 9 septembre 1961, une pension de veuve au taux annuel de quarante cinq mille quatre vingt seize (45.096) francs cfa. pour compter du 1^{er} octobre 1961.

Il est en outre alloué à Mme veuve Agbodan Kougbézi (née Honvikpoti), conformément à l'article 23 paragraphe II du décret du 29 mars 1954, la moitié des majorations pour enfants précédemment attribuées à son mari au taux de 10 o/o de sa pension au titre des enfants désignés ci-après :

Tétévi, né le 12 mai 1924;

Mablé, née le 16 octobre 1930;

Madui, née le 19 octobre 1932.

Le montant annuel de la majoration accordée à la veuve est fixé à quatre mille cinq cent neuf (4.509) francs cfa.

Il est également alloué sur les fonds de la caisse locale de retraites du Togo, une pension d'orphelin fixée à neuf mille dix neuf (9.019) francs cfa. l'an pour compter du 1^{er} octobre 1961 à chacun des orphelins dénommés ci-après :

Bertin Tété, né le 23 octobre 1940;

Dédé, née le 15 avril 1946.

Payables jusqu'à l'âge de 21 ans révolus des enfants, les pensions d'orphelins accordées ci-dessus seront versées entre les mains de M. Agbodan Alphonse Tétévi, chargé de l'administration des biens et de la tutelle des enfants mineurs du de cujus, ainsi que le montant des arrérages de pension dus à M. Agbodan Jean pendant les mois de juillet, août et septembre 1961.

N° 183/MFAE-MF-FR du 28-6-62. — Est accordée une pension d'ancienneté au montant annuel de trente et un mille huit cent trente six (31.836) francs cfa. au garde de 3^e échelon Madjamna Agouda, n° mle. 1591, né vers 1914 à Dardé (circonscription administrative de Niamtougou) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} mars 1962.

La dépense résultant du paiement de cette pension est imputable au budget général du Togo.

N° 184/MFAE-MF-FR du 28-6-62. — Est accordée une pension d'ancienneté au montant annuel de soixante cinq mille six cent douze (65.612) francs cfa. à l'adjudant-chef (Togbé Michel, n° mle. 1483, né vers 1915 à Avévé (circonscription d'Anécho), admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} janvier 1962.

La dépense résultant du paiement de cette pension est imputable au budget général du Togo.

Rôles

N° 157-MFAE/CD. du 30-5-62. — Sont approuvés et rendus exécutoires des rôles exercice 1962 ci-après :

Nos des rôles	AGENCES	NATURE DES CONTRIBUTIONS	MONTANT DES ROLES	TOTAL
BUDGET GENERAL				
274	Circ. Nuatja	Taxe progressive	7.795	189.524
275	Circ. Klouto	Taxe progressive	72.992	
276	Circ. Atakpamé	Taxe progressive	51.963	
277	Circ. Akposso	Taxe progressive	5.574	
278	Circ. Lama-Kara	Taxe s/armes non perfect.	7.200	
279	» »	Taxe s/armes perfectionnées	44.000	
BUDGET DE CIRCONSCRIPTION				
278	Circ. Lama-Kara	C. A. s/Taxe s/armes non perfect.	1.776	1.900.676
279	» »	C. A. s/Taxe s/armes perfect.	11.000	
280	Com. Atakpamé	Taxe civique	122.500	
281	» »	Taxe civique	210.000	
282	Com. Sokodé	Taxe civique	1.555.400	
BUDGET COMMUNAL				
280	Com. Atakpamé	C. A. s/Taxe civique	24.500	222.040
281	» »	C. A. s/Taxe civique	42.000	
282	Com. Sokodé	C. A. s/Taxe civique	155.540	
Total				2.312.240

La date de mise en recouvrement des rôles ci-dessus s'élevant à la somme de : deux millions trois cent douze mille deux cent quarante francs est fixée au 18 juin 1962.

N° 178-MFAE/CD du 26-6-62. — Est pris en charge un rôle de régularisation exercice 1962 ci-après :

N° du rôle	AGENCE	NATURE DES CONTRIBUTIONS	MONTANT DU RÔLE	TOTAL
BUDGET GENERAL				
294	Com. Lomé	Taxe progressive	13.063.709	13.063.709
BUDGET COMMUNAL				
294	Com. Lomé	Taxe civique	1.190.940	1.190.940
		Total		14.254.649

N° 179-MFAE/CD du 26-6-62. — Sont pris en charge des rôles de régularisation exercice 1962 ci-après :

Nos des rôles	AGENCES	NATURE DES CONTRIBUTIONS	MONTANT DES RÔLES	TOTAL
BUDGET GENERAL				
295	Anécho	Taxe progressive	24.598	35.055
	Tabligbo	Taxe progressive	1.765	
	Tsévié	Taxe progressive	8.692	
296	Palimé	Taxe progressive	52.222	187.575
	Nuatja	Taxe progressive	2.651	
	Atakpamé	Taxe progressive	125.920	
	Akposso	Taxe progressive	6.782	
297	Sokodé	Taxe progressive	65.370	128.736
	Bafilo	Taxe progressive	1.176	
	Lama-Kara	Taxe progressive	3.572	
	Niamtougou	Taxe progressive	2.001	
	Bassari	Taxe progressive	10.504	
	Kandé	Taxe progressive	171	
	Mango	Taxe progressive	13.716	
	Dapango	Taxe progressive	32.226	
		Total		351.366
				351.366

N° 180/MFAE/CD du 26-6-62. Sont pris en charge des rôles de régularisation exercice 1962 ci-après :

Nos des rôles	AGENCES	NATURE DES CONTRIBUTIONS	MONTANT DES ROLES	TOTAL
		BUDGET GENERAL		
292	Com. Lomé	B. I. C.	1.000.000	
»	»	I. G. R.	600	
»	»	Taxe progressive	62.172	
			1.062,772	1.062,772
		BUDGET COMMUNAL		
292	Com. Lomé	Taxe civique	7.200	
293	»	Patentes	254.433	
»	»	C/a s/Patentes	50.886	
»	»	Licences	5.250	
»	»	C/a s/Licences	1.050	
			311,619	318,819
		Total		1.381.591

N° 181-MFAE/CD du 26-6-62. — Est pris en charge le rôle de régularisation exercice 1962 ci-après.

No du rôle	AGENCE	NATURE DES CONTRIBUTIONS	MONTANT DU ROLE	TOTAL
BUDGET GENERAL				
291	Circ. Kandé	Patentes	22.100	22.100

MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS, DES MINES, DES TRANSPORTS ET DES POSTES ET TELECOMMUNICATIONS

Nomination

N° 239/D/MTP/PT du 22-6-62. — M. Krueger Ernest, contrôleur des postes et télécommunications est nommé chef du CAMI (Centre d'Approvisionnement Matériel et Imprimés), en remplacement de M. Poénou Marcellin, titulaire d'un congé administratif.

La présente décision prend effet pour compter de 1^{er} juin 1962.

Affectations

N° 234/D/MTP/TP du 22-6-62. — M. Adjanohun Maurice, commis permanent de 4^e catégorie échelle A, en service à la subdivision des travaux publics du sud à Lomé, est affecté à la subdivision des travaux publics du nord, avec résidence à Sokodé, en remplacement numérique de M. Limoan Germain.

Le salaire de l'intéressé continuera à être imputé au chapitre 18, article 6 du budget général.

La présente décision aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

N° 244/D/MTP/TP du 27-6-62. — M. Colé Joseph, agent permanent 3^e catégorie échelle A, en service à la subdivision des travaux publics du sud à Lomé, est affecté à la subdivision des travaux publics nord, avec

résidence à Sokodé, en remplacement numérique de M. Issaka Aboudoulai, muté à Atakpamé par décision N° 203/MTP/TP du 22 mai 1962.

Le salaire de l'intéressé continuera à être imputé au chapitre 18, article 6 du budget général.

La présente décision aura effet pour compter de la prise de service de l'intéressé.

Licenciement

N° 224/D/MTP/CFT du 9-6-62. — Le poseur permanent Aziablé Kouassi, N° Mle 11.458 échelle A échelon 4, engagé au réseau des chemins de fer et du wharf du Togo (Voie et bâtiments), le 12 novembre 1954, est licencié de son emploi pour inaptitude physique non imputable au service.

M. Aziablé Kouassi, qui compte plus de 3 ans et moins de 20 ans d'ancienneté de service peut prétendre au bénéfice des indemnités suivantes :

1) — Un mois de salaire à titre de préavis.

2) — Une indemnité de licenciement égale à 20 o/o du salaire moyen des 12 derniers mois pour chaque année de présence sans que cette indemnité puisse dépasser 4 mensualités.

En outre, il sera mandaté en faveur de l'intéressé qui n'a bénéficié d'aucun congé depuis le 9 décembre 1960, une indemnité compensatrice de congé égale à 27 jours de salaire.

La présente décision aura effet pour compter du lendemain de sa notification à l'intéressé.

Rectificatifs

RECTIFICATIF du 9-6-62 à la décision N° 112/D-M-TP du 26 mars 1962 portant affectation des aides-météorologistes

Au lieu de :

M. Pindra Laniwarou, aide-météorologiste adjoint de 3^e classe, en service à la Station de Lomé-Aérodrome et titulaire d'un congé administratif, est affecté à la Station Météorologique de Mango en remplacement de Mr. Pio Amidah Marcel, aide-météorologiste adjoint de 6^e classe, à l'expiration de son congé administratif.

Lire :

Mr. Anoumou Wodomé Augustin, aide-météorologiste adjoint de 2^e échelon du cadre local de la Côte d'Ivoire, en service à la Station Principale de Lomé-Aérodrome, est affecté à la Station Météorologique de Mango en remplacement de Mr. Pio Amidah Marcel, Aide-Météorologiste adjoint de 6^e classe.

(Le reste sans changement.)

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ELEVAGE ET DES EAUX ET FORÊTS

Affectations

N° 46/D/MA-EF. du 15-6-62. — M. Assou Emmanuel, préposé 2^eme classe, 2^eme échelon, en service à Bassari, Circonscription Administrative de Bassari (Inspection Forestière de la Région Centrale), est affecté à Xantho (Inspection Forestière de la Région des Plateaux).

M. Amona Théophile, surveillant des Eaux et Forêts, 2^eme catégorie, échelle C, en service à Dapango, Circonscription Administrative de Dapango, est affecté à Afagnan (Inspection Forestière de la Région Maritime) en remplacement du Surveillant Ayité Paul, qui reçoit une autre affectation.

M. Ayité Paul, surveillant des Eaux et Forêts, 4^e catégorie, échelle A, en service à Afagnan, Circonscription Administrative d'Anécho (Inspection Forestière de la Région Maritime), est affecté à Dapango (Inspection Forestière de la Région des Savanes) en remplacement du Surveillant Amona Théophile affecté.

Les émoluments des intéressés restent imputables au chapitre 20, article 6 du Budget Général.

N° 47/D/MA-EF. du 15-6-62. — M. Darago Moussa Issilou, agent permanent 5^e catégorie échelle A, mis à la disposition du Service des Eaux et Forêts, est affecté à l'Inspection Forestière de la Région des Savanes (Circonscription Administrative de Dapango).

M. Akakpo Augustin, commis dactylo, 2^e catégorie échelle C, en service à l'Inspection Forestière de la Région Centrale (Circonscription Administrative de Sokodé) est affecté à l'Inspection Forestière de la Région Maritime (Circonscription Administrative de Lomé).

Leurs émoluments seront supportés par le Budget Général, chapitre 20, article 6.

La présente décision prendra effet pour compter de la date de sa signature.

N° 48/D/MA-AG. du 18-6-62. — M. Agbobli K. Victor, adjoint technique de 2^e classe 3^e échelon d'Agriculture, en service à la Circonscription Agricole de Klouto, est affecté à la Circonscription Agricole de Tsévié — en remplacement de M. Amegan Issaca, qui reçoit une autre affectation.

M. Amegan Issaca, préposé de 1^e classe 2^e échelon d'Agriculture, en service à la Circonscription Agricole de Tsévié, est affecté à la Circonscription Agricole de Klouto — en remplacement de M. Agbobli Victor, affecté.

M. Armattoe K. Georges, secrétaire dactylographe permanent de 3^e catégorie échelle A, en service au Centre d'Apprentissage Agricole de Tové (Circonscription Agricole de Klouto), est affecté à la Direction de l'Agriculture à Lomé.

Les émoluments des intéressés demeurent imputables au chapitre 20 — article 4 du budget général.

N° 50/D/MA-AG. du 29-6-62. — M. Sossah Arnold, ingénieur auxiliaire, mis à la disposition de la Fédération des Sociétés Publiques d'Action Rurale par décision N° 55-D/MA-Ag. du 27 mai 1960, est remis à la disposition du Directeur de l'Agriculture.

M. Sossah Arnold est nommé Directeur-Adjoint et chargé de cours au Centre d'Apprentissage Agricole de Tové (Circonscription de Klouto).

La solde et les accessoires de solde de l'intéressé restent imputables au Budget Général — Chapitre 20 — Article 4.

MINISTÈRE DU TRAVAIL, DES AFFAIRES SOCIALES ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

ARRETE N° 184/MTAS. du 20-6-62 instituant un régime de congé de maternité en faveur des femmes non-fonctionnaires employées dans le secteur public.

LE MINISTRE DU TRAVAIL ET DES AFFAIRES SOCIALES,

Vu l'arrêté n° 104/PM du 28 Mai 1958, définissant les compétences ministérielles en matière d'administration et de gestion des diverses catégories de personnel ;

Vu l'arrêté n° 947-52/CAB du 24 Décembre 1952 promulguant au Togo la loi n° 52-1322 du 15 Décembre 1952 instituant un code de travail dans les Territoires associés relevant du Ministère de la France d'Outre-Mer ;

Vu l'arrêté n° 852-54/ITLS du 7 Septembre 1954 fixant les conditions d'adaptation de la convention collective et de l'accord collectif du 9 Novembre 1946, en vigueur dans le secteur privé aux agents non fonctionnaires du secteur public, engagés sans limitation de durée ;

Vu l'arrêté n° 884-55/ITLS du 28 Octobre 1955 relatif au Travail des Femmes et des enfants ;

Vu l'arrêté n° 242-56/ITLS du 15 Mars 1956 portant institution d'un régime de prestations familiales au profit des Travaillleurs salariés du Togo ;

ARRETE :

Article Premier. — Toute femme enceinte dont l'état a été constaté médicalement ou dont la grossesse est apparente peut quitter le travail sans préavis et sans avoir de ce fait à payer une indemnité de rupture de contrat.

A l'occasion de son accouchement, et sans que cette interruption de service puisse être considérée comme une cause de rupture du contrat, toute femme a le droit de suspendre son travail pendant quarante cinq jours consécutifs dont quinze jours antérieurement à la délivrance.

La femme non-fonctionnaire a droit pendant cette période, à la charge de la Caisse de Compensation et des Prestations Familiales, à la moitié du salaire qu'elle percevait au moment de la suspension du travail.

Art. 2. — Toute demande de congé de maternité doit être accompagnée d'un certificat médical délivré par un médecin ou une sage-femme agréé par l'Etat, fixant la date présumée de l'accouchement.

Dans un délai maximum de dix jours après l'accouchement la femme non fonctionnaire en congé de maternité est tenue de faire parvenir à la Caisse de Compensation et de Prestations Familiales, un certificat médical indiquant la date exacte à laquelle a eu lieu cet accouchement.

Cette date constituera le point de départ de la période de trente jours qui suivra la date de l'accouchement.

Art. 3. — Le présent arrêté qui annule toutes dispositions antérieures contraires, aura effet pour compter du 1^{er} juillet 1962 et sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé le 20 juin 1962.

P. Akouété

Concours professionnel

N° 186/MFP. du 21-6-62. — Un concours professionnel pour le recrutement de dix (10) agents techniques du corps du personnel de la Santé Publique sera ouvert à Lomé et à Sokodé le lundi 8 octobre 1962 aux infirmiers et aides sanitaires ayant accompli au moins cinq années de service effectif en position d'activité dans leur cadre.

Les demandes des candidats devront préciser le centre choisi et parvenir par la voie hiérarchique au Ministre de la Fonction Publique avant le 8 septembre 1962, délai de rigueur.

L'heure d'ouverture du concours et les locaux où se dérouleront les épreuves feront ultérieurement l'objet d'une note de service qui sera publiée par voie d'affichage.

Commission d'avancement

N° 182/MTAS-FP. du 20-6-62. — Sont nommés membres de la commission-mixte en vue d'étudier les conditions d'avancement d'échelles des agents permanents :

MM. L'Inspecteur du travail ou son représentant —
Président

Molinié — Conseiller au Travail

Awuté Félix — Représentant des agents permanents

Dekpoh Etienne — Représentant des agents permanents

Cette commission se réunit au chef-lieu du Territoire sur convocation de son président.

Intégrations

N° 176/MFAE du 19-5-62. — En attendant la mise en application du statut particulier du personnel fonctionnaire du ministère des affaires étrangères, M. Abalo John, de retour d'un stage de formation diplomatique dans les services de l'administration centrale du ministère français des affaires étrangères à Paris et à l'Ambassade de France aux Pays-Bas, est intégré dans les catégories hiérarchiques, grades et échelonnement indiciaire institués par le décret n° 61-62 du 21 juillet 1961 en qualité de secrétaire adjoint 1^{er} échelon (indice 950) pour compter du 16 avril 1962.

M. Abalo est mis à la disposition du ministre d'Etat et des affaires étrangères.

Ses émoluments seront imputés au chapitre 10, article 2 du budget général.

N° 185/MFP. du 21-6-62. — M. Kouevi Léonard, facteur ordinaire de 1^{er} échelon (indice 316 ancien 210), rayé des contrôles de l'Office des Postes et Télécommunications de la République du Sénégal, est intégré dans le corps du personnel des Postes et Télécommunications du Togo en qualité de préposé de 2^e classe 2^e échelon (indice d'intégration 310 — indice de reclassement 319) pour compter du 1^{er} juin 1962.

M. Kouevi est mis à la disposition du Ministre des Travaux Publics, des Mines, des Transports et des Postes et Télécommunications.

Ses émoluments seront imputés au chapitre 18, article 7 du budget général.

N° 187/MFP. du 21-6-62. — MM. Amouzou Nesta Edouard et Adjanla Albert, agents des services financiers, rayés des contrôles des effectifs de la République de Haute Volta, sont intégrés ainsi qu'il suit, dans le Corps du personnel de l'Administration Générale du Togo (Catégorie D), pour compter du 1^{er} juin 1962 :

M. Amouzou Nesta Edouard, agent des services financiers de 1^{re} classe 2^e échelon (indice nouveau 150 — indice ancien 340), en qualité de commis d'administration de 1^{re} classe 3^e échelon (indice d'intégration 510 — indice reclassement 545).

M. Adjanla Albert, agent des services financiers de 2^e classe 2^e échelon (indice nouveau 105 — indice ancien 255), en qualité de commis d'administration de 2^e classe 4^e échelon (indice d'intégration 390 — indice de reclassement 394).

Les intéressés sont mis à la disposition du Ministre des Finances et des Affaires économiques (Service du Trésor et Service des Finances).

Leurs émoluments seront imputés au chapitre 14, article 13 du budget général en ce qui concerne M. Amouzou, au chapitre 14 article 7 en ce qui concerne M. Adjanla.

Titularisations

N° 178/MFP. du 19-6-62. — Les ingénieurs-adjoints et adjoints techniques stagiaires du corps des fonctionnaires de l'Agriculture, de l'Elevage et des Eaux et Forêts du Togo ci-après, qui ont terminé leur année de stage réglementaire, sont titularisés dans leur emploi et nommés :

Agriculture

a) Ingénieurs adjoints de 3^e classe 1^{er} échelon (Catégorie B — indice 750)

Assigbé Louis, ingénieur adjoint 3^e classe 1^{er} échelon stagiaire (pour compter du 1^{er}-1-62).

Dossou Narcisse, ingénieur adjoint 3^e classe 1^{er} échelon stagiaire (pour compter du 1^{er}-1-62).

Agbodjan Alexis, ingénieur adjoint 3^e classe 1^{er} échelon stagiaire (pour compter du 1^{er}-1-62).

b) Adjoints techniques de 2^e classe 1^{er} échelon (Catégorie C — indice 550)

Adjé Gabriel, adjoint technique 2^e classe 1^{er} échelon stagiaire (pour compter du 1^{er}-1-62).

Bakar Moïse, adjoint technique 2^e classe 1^{er} échelon stagiaire (pour compter du 1^{er}-1-62).

Géraldo Misbaou, adjoint technique 2^e classe 1^{er} échelon stagiaire (pour compter du 1^{er}-1-62).

Eaux et Forêts

Adjoints techniques 2^e classe 1^{er} échelon (Catégorie C — indice 550)

Ayéva Alassani, adjoint technique 2^e classe 1^{er} échelon stagiaire (pour compter du 8-4-62).

Outchri N'Guissan, adjoint technique 2^e classe 1^{er} échelon stagiaire (pour compter du 8-4-62).

N° 184/MFP. du 21-6-62. — M. Ephoevi-Ga James, agent spécialisé confirmé 1^{er} échelon stagiaire du corps du personnel de la Météorologie et de l'Aéronautique Civile du Togo, qui a terminé son année de stage réglementaire, est titularisé dans son emploi et nommé agent spécialisé confirmé 1^{er} échelon pour compter du 1^{er} juin 1962. (A.C. : 1 an).

Il conserve la solde attachée à l'indice de reclassement 457.

N° 191/MFP. du 29-6-62. — M. Letou Pierre, ingénieur adjoint 3^e classe 1^{er} échelon stagiaire, qui a terminé son année de stage réglementaire, est titularisé dans son emploi et nommé ingénieur adjoint de 3^e classe 1^{er} échelon (indice 750) pour compter du 1^{er} janvier 1962 (ancienneté conservée : 1 an).

Affectations

N° 526/D/MFP. du 18-6-62. — M. Guyotot Yves, magistrat du 2^e grade du 1^{er} groupe, 4^e échelon, mis à la disposition du Gouvernement de la République togolaise au titre de l'Assistance Technique française et arrivé à Lomé le 4 juin 1962, est mis à la disposition du Ministre de la Justice.

Ses émoluments seront imputés au chapitre 16, article 6 du budget général.

N° 540/D/MFP. du 21-6-62. — M. Jouan Jean, inspecteur central des douanes 1^{er} échelon, nouvellement mis à la disposition du Gouvernement de la République togolaise au titre de l'Assistance Technique française et arrivé à Lomé le 11 juin 1962, est mis à la disposition du Ministre des Finances et des Affaires Economiques.

Ses émoluments seront imputés au chapitre 14, article 9 du budget général.

N° 554/D/MFP. du 26-6-62. — M. Gagli Kodjo Emmanuel, docteur en médecine, en instance d'engagement en qualité de médecin contractuel de l'Assistance Médicale, est mis à la disposition du Ministre de la Santé Publique.

Son traitement sera imputé au chapitre 22, article 6 du budget général.

La présente décision aura effet pour compter du 1^{er} juillet 1962.

N° 564/D/MFP. du 27-6-62. — M. Davigo Jacques, ingénieur du génie rural de 2^e classe 3^e échelon, nouvellement mis à la disposition du Gouvernement de la République togolaise au titre de l'Assistance Technique française et arrivé à Lomé le 12 juin 1962 est mis à la disposition du Ministre de l'Agriculture, de l'Elevage et des Eaux et Forêts.

Ses émoluments seront imputés au chapitre 20, article 4 du budget général.

N° 565/D/MFP. du 27-6-62. — M. Dogbé Edmond, inspecteur des impôts 2^e échelon du cadre métropolitain, en instance de détachement au Togo, arrivé à Lomé le 12 juin 1962, est mis à la disposition du Ministre des Finances et des Affaires Economiques.

Ses émoluments seront imputés au chapitre 14, article 11 du budget général.

Radiations

N° 174/MFP. du 15-6-62. — M. Letou Pierre, moniteur adjoint 4^e échelon du cadre secondaire de l'enseignement, est rayé des effectifs de ce cadre pour compter du 1^{er} janvier 1961, date de son intégration dans le cadre supérieur de l'agriculture du Togo (régularisation).

N° 192 MFP du 30-6-62. — M. Abotchitse Clément, assistant de 2^e classe 2^e échelon est rayé du corps des fonctionnaires de la météorologie et de l'aéronautique civile du Togo pour compter du 1^{er} juin 1962.

Cessation de fonctions

N° 533 D/MFP. du 20-6-62. — Est constatée, pour compter du 18 juin 1962, la cessation des fonctions de M. Fandalor Ayivi Charles, agent permanent 6^e catégorie échelle A, en service à la Direction des finances.

Pendant toute la durée de sa cessation de fonctions, M. Fandalor Ayivi Charles n'aura droit à aucun traitement.

Suspensions de fonctions

N° 173/MFP. du 14-6-62. — MM. Alassani Meleto, brigadier 3^e échelon et Houndjo Gbadonon, préposé 2^e échelon du corps des fonctionnaires des douanes du Togo, en service au poste des douanes de Badou, en instance de comparution devant le conseil discipline, sont suspendus de leurs fonctions pour compter de la date de signature du présent arrêté.

Pendant toute la durée de leur suspension de fonctions, M.M. Alassani et Houndjo n'auront droit à aucun traitement.

N° 188/MFP. du 28-6-62. — MM. Bansah Emmanuel et Messan Koffi, tous deux gardiens de la paix de 2^e classe 1^{er} échelon du corps des fonctionnaires de la police du Togo, en instance de comparution devant le conseil de discipline, sont suspendus de leurs fonctions pour compter de la date de signature du présent arrêté.

Pendant toute la durée de leur suspension de fonctions :

M. Bansah Emmanuel n'aura droit qu'à la moitié de son traitement dégage de tous accessoires, à l'exception, toutefois, des prestations familiales ;

M. Messan Koffi n'aura droit à aucun traitement.

N° 194/MFP. du 30-6-62. — M. Assandao Kataoré, gardien de la paix de 2^e classe, 1^{er} échelon du corps des fonctionnaires de la police du Togo, placé sous mandat de dépôt, est suspendu de ses fonctions, pour compter du 13 janvier 1962.

Pendant toute la durée de sa suspension de fonctions, M. Assandao n'aura droit à aucun traitement.

Licenciements

N° 532/D/MFP du 19-6-62. — M. Tomety Jacob, agent permanent 1^{re} catégorie échelle C, en service à Anécho, est licencié de son emploi, pour compter du 28 mai 1962, pour faute grave en service.

N° 552/D/MFP du 25-6-62. — M. Djakpa Soulé, infirmier permanent de 3^e catégorie échelle A, en service à la Subdivision sanitaire d'Anécho, est licencié pour suppression d'emploi pour compter du 1^{er} juillet 1962.

Retraites

N° 183/MFP du 21-6-62. — M. Brenner Carl Marcellin, secrétaire d'administration principal de classe exceptionnelle, atteint par la limite d'âge, est admis à faire valoir ses droits à une pension de retraite, pour compter du 1^{er} juillet 1962.

N° 189/MFP du 28-6-62. — M. Minasseh Blaise, infirmier principal de classe exceptionnelle du corps des fonctionnaires de l'assistance médicale du Togo, atteint par la limite d'âge, est admis à faire valoir ses droits à une pension de retraite pour compter du 1^{er} août 1962.

N° 195/MFP du 30-6-62. — M. Goeh Akué Clément, secrétaire d'administration principal, 1^{er} échelon du corps du personnel de l'administration générale du Togo, atteint par la limite d'âge, est admis à faire valoir ses droits à une pension de retraite pour compter du 1^{er} août 1962.

MINISTÈRE DE LA SANTÉ PUBLIQUE**Engagement**

N° 60/D/MSP du 28-6-62. — M. Tchanile Sidi est engagé à titre d'essai pour une période de trois mois, en qualité de boy de 3^e catégorie, pour servir à l'hôtel du ministre de la santé publique, en remplacement de M. Kpelou Samuel, démissionnaire.

Le traitement de M. Tchanile est imputable au budget général chapitre 22, article 1.

La présente décision aura effet pour compter du 11 juin 1962,

TEXTES PUBLIES POUR INFORMATION

**MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS,
DES MINES, DES TRANSPORTS,
DES POSTES ET TELECOMMUNICATIONS**

ARRETE N° 19 MTP. du 14-6-62 portant autorisation d'un dépôt d'hydrocarbures de 1^{re} classe au comité du dépôt d'hydrocarbures du Togo. BP — CFDP — MOBIL-OIL — SHELL — TEXACO.

**LE MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS, DES MINES,
DES TRANSPORTS
ET DES POSTES ET TELECOMMUNICATIONS,**

Vu le décret du 14 Décembre 1927 portant réglementation des établissements classés dans la République togolaise ;

Vu l'arrêté n° 417 du 20 Juillet 1931 modifiant le tableau de classement des établissements classés établi par arrêté n° 346 du 23 Juin 1928 ;

Vu l'arrêté n° 415 du 19 Septembre 1935 complétant le tableau joint à l'arrêté n° 346 du 23 Juin 1928 classant les établissements classés comme dangereux, insalubres ou incommodes ;

Vu l'arrêté n° 351 du 14 Mai 1947 créant un Service d'Inspection des établissements classés ;

Vu l'arrêté n° 899 du 4 Novembre 1925 modifiant l'arrêté n° 351 du 14 Mai 1947 ;

Vu l'avis du Conseil Supérieur d'Hygiène ;

Vu la demande de principe en date du 18 Août 1961 du Comité d'Etudes du Dépôt d'Hydrocarbures du Togo, BP. 144 à Dakar agissant pour le compte des Sociétés : BP — CFDPA — MOBIL-OIL — SHELL — TEXACO ;

Vu la lettre du 10 Mai 1962 adressée par ce même Comité à M. le Ministre des Finances et des Affaires Economiques, lettre renouvelant la demande du 18 Août 1961 et faisant savoir que l'étude du port était suffisamment avancée, il est maintenant possible de préciser l'emplacement du dépôt d'hydrocarbure envisagé ;

Vu la Note descriptive en date du 8 Mai 1962 ;

Vu les plans 101-E, 102-B, 103-B, 104-B, 105-A, 106-A, joints à la lettre ci-dessus ;

Vu la lettre n° 20.703/JU/PT du 17 Mai 1962 adressée à M. le Ministre des Travaux Publics par la Société SHELL de l'Afrique Occidentale à Cotonou ;

Vu le visa de M. le Ministre des Finances et des Affaires Economiques ;

Vu le rapport en date du 18 Mai 1962 du Directeur du Service des Travaux Publics ;

ARRETE :

Article Premier. — Le comité d'études du dépôt d'hydrocarbures du Togo, BP 144 à Dakar agissant au nom et pour le compte des sociétés BP — CFDPA — Mobil-oil — SHELL — TEXACO est autorisé :

1/ — à occuper une parcelle de 180 m x 150 située dans les emprises du port de Lomé pour y construire un dépôt d'hydrocarbures ;

2/ — à occuper les parcelles du domaine public nécessaires à l'installation des conduites d'exploitation du dépôt et de leurs accessoires ;

3/ — à construire un dépôt de produits pétroliers (essence, pétrole et gas-oil) et à installer les canalisations et accessoires nécessaires sur les parcelles occupées et en mer ;

4/ — à exploiter le dépôt et ses accessoires.

Art. 2. — L'occupation est accordée à titre précaire et révocable pour une durée de 10 années renouvelables sur demande du permissionnaire.

L'autorisation pourra à tout moment et sans indemnité être rapportée en tout ou partie, soit pour cause d'intérêt public, soit pour non observation d'une des clauses du présent arrêté.

Art. 3. — Le dépôt et ses accessoires seront construits et exploités par la société togolaise d'entrepôt agissant au nom et pour le compte du comité d'études du dépôt d'hydrocarbures du Togo.

L'exploitation ne pourra être éventuellement confiée à un autre exploitant qu'après accord préalable de l'administration.

Le comité d'études du dépôt d'hydrocarbures du Togo et en cas de défaillance le groupe des sociétés BP — CFDPA Mobil-oil — SHELL — TEXACO restera le seul responsable vis-à-vis de l'administration tant pendant la durée des travaux que pendant l'exploitation.

Art. 4. — Le dépôt d'une capacité totale de 7.300 m³ comprendra :

- un réservoir de 2093 m³ pour stockage du pétrole
- deux réservoirs de 1067 m³ chacun pour stockage de gas-oil
- deux réservoirs de 1537 m³ chacun pour stockage de l'essence
- une salle des pompes
- un poste de remplissage des camions-citernes
- un poste de remplissage des wagons-citernes
- éventuellement un poste de remplissage des fûts des bureaux
- un groupe électrogène
- un système complet de défense contre l'incendie
- le sea-line, les tuyauteries terrestres, les pistes routes et aires de stationnement et tous accessoires nécessaires à l'entretien, l'exploitation et à la sécurité du dépôt, des installations portuaires et des tiers
- éventuellement un logement pour le chef de dépôt

Le dépôt permettra de stocker, manipuler et distribuer au moins 25.000 m³ de produits pétroliers par an.

Art. 5. — Les installations et moyens de protection seront réalisées conformément aux dispositions prévues :

1/ — sur les plans n°s 101-E — 102-B — 103-B — 104-B 105-A — 106-A dressés par la société togolaise d'entreprises et visés le 18 mai 1962 par le Directeur du Service des Travaux Publics du Togo ;

2/ — à la note descriptive établie le 8 Mai 1962 par M. A. Brunel représentant le Comité d'Etudes du dépôt d'Hydrocarbures du Togo et visée le 18 Mai 1962 par le Directeur du Service des Travaux Publics du Togo ;

3/ — aux dispositions de détails à soumettre par le permissionnaire à l'accord du Directeur du Service des Travaux Publics du Togo, en particulier en ce qui concerne les mises à la terre des installations.

A tout moment aux frais du permissionnaire l'Administration pourra d'ailleurs, prescrire toutes modifications ou améliorations qui pourraient être nécessaires pour préserver les nécessités d'exploitation du port et la sécurité du dépôt, des installations portuaires et des tiers.

Toutes les parties métalliques des installations seront convenablement mises à la terre par des conducteurs dont la résistance électrique sera inférieure à 60 ohms.

Le dépôt et ses accessoires devront disposer à tout moment et en parfait état de fonctionnement des moyens suffisants pour assurer la sécurité et la protection des installations contre les incendies entr'autre et parer également aux dangers que présentent le dépôt et ses accessoires, pour le port, les navires et les tiers.

Le dépôt disposera au minimum :

A) — comme premiers moyens de lutte contre l'incendie et pour absorber les liquides accidentellement répandus, en des endroits visibles, facilement accessibles et situés près des points dangereux (bouche de remplissage, évents, tubes de jaugeage — postes de chargement etc...) ;

a) — de caisse ou les seaux de 100 litres de capacité chacun au moins et contenant du sable maintenu meuble et une pelle de projection

b) — des extincteurs spéciaux pour feux d'hydrocarbures.

B) — comme moyens de sécurité au moins :

— 1 groupe moto-pompe capable de débiter 150 m³ à l'heure à 8 kg/cm² de pression, son alimentation étant assurée par le réseau urbain d'eau soit à défaut par une réserve d'eau de 150 m³ au moins

— Un système de canalisations d'un diamètre suffisant et suffisamment serré desservant des bouches d'incendie situées aux points sensibles

— Nonobstant les dispositions de l'article 5 — au moins 4 remorques mousse non roues de 200 litres de capacité unitaire au moins

— tous accessoires nécessaires

— des tableaux de consignes affichés, aux points adéquats

— une équipe dirigée par le chef de dépôt, entraînée au maniement des moyens de protection

— une surveillance efficace sera constamment assurée de jour et de nuit, et toutes précautions devront être prises pour que des tiers puissent s'introduire dans les installations, les malmenier ou les manipuler.

Le permissionnaire ne demeurera pas moins et sans recours possible contre l'Administration pleinement et entièrement responsable des inconvénients, — dangers et dégâts que ses installations — agents et préposés et tiers qui s'introduiront dans ses installations pourront occasionner tant aux domaines publics et installations publiques qu'aux tiers.

Art. 7. — Les installations resteront à tout instant accessibles à un agent désigné par l'Administration qui pourra procéder à toutes vérifications et contrôles jugés utiles.

Avant tout commencement d'exécution le permissionnaire devra faire vérifier l'implantation de ses installations par les services du Port de Lomé. Un procès-verbal de cette vérification sera établi contradictoirement.

En fin de travaux et avant mise en exploitation un procès-verbal de recellement constatant que toutes les clauses de l'autorisation ont été respectées sera dressé également par les Services du Port.

Art. 8. — Les installations restent à tout instant soumises à la législation actuelle et à venir tant togolaise que française relative aux établissements classés de la 1^{re} catégorie.

Elles devront être constamment maintenues en parfait état de propreté, de bon entretien et en conformité aux prescriptions de la présente autorisation.

Art. 9. — A dater du procès-verbal de l'implantation des installations, le permissionnaire sera tenu de verser dans les caisses du Trésor de la République togolaise les indemnités et redevances suivantes :

Indemnité annuelle d'inspection	250 F.
Redevance annuelle de contrôle	5.000 F.
Indemnité annuelle d'occupation du Domaine Public	
Parcelle occupée par le dépôt	500 F. par m ²
Canalisations terrestres et marines simples ou doubles	1.000 F. le mètre linéaire y compris leurs accessoires
Redevance d'exploitation	200 F. par m ³ de produit importé.

Les surfaces et longueurs seront constatées par le procès-verbal d'implantation contradictoire. Les volumes importés seront constatés par le Service des Douanes.

Pour la première année les redevances seront proportionnellement aux nombre de jours restant à courir entre la date du procès-verbal d'implantation et le 31 Décembre et les redevances seront exigibles du 15 Février de l'année suivante.

Pour les autres années :

— la redevance pour exploitation sera exigible au 15 Février de l'année suivante,

— toutes les autres redevances seront exigibles au 15 Février de l'année en cours.

Art. 10. — Avant tout commencement de travaux le permissionnaire devra justifier qu'il est en règle : avec les législations concernant :

— la réglementation financière et économique

— la législation concernant les autorisations de construire

— la législation concernant la voirie publique.

Art. 11. — Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Art. 12. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 14 juin 1962

P. Amegee

ARRETE No 20/MTP/TP. du 15 juin 1962 ouvrant une enquête de commodo et incommodo concernant le transfert d'une station service C.F.D.P.A. (TOTAL) à Sokodé.

MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS, DES MINES, DES TRANSPORTS ET DES POSTES ET TELECOMMUNICATIONS,

Vu les Arrêtés n^{os} 346, 347, 348 du 23 Juin 1928 au sujet des établissements dangereux, insalubres ou incommodes et tous actes postérieurs les modifiant ou les complétant ;

Vu l'Arrêté n^o 351/TP. du 14 Mai 1947 modifiant l'arrêté 383 bis du 7 Juillet 1928 créant l'inspection des établissements classés ;

Vu le Décret du 14 Décembre 1947 portant règlement des établissements classés ;

Vu la demande d'autorisation d'installer PV/JZ/660 du 16 Avril 1962 de la C.F.D.P.A. (TOTAL) ;

Sur la proposition du Chef de Service ;

A R R E T E :

Article Premier. — Une enquête de commodo et incommodo est ouverte du 25 juin 1962 au 9 juillet 1962 au sujet du désir de la Compagnie Française de distributions des pétroles en Afrique de démonter son poste revendeur situé en bordure de la Route Sokodé — Lama-Kara afin de le transférer sur un terrain que lui loue M. Seydou Garba à proximité du Marché de Sokodé.

Art. 2. — Les plans et les renseignements seront déposés dans le bureau de M. le Chef de la Circonscription de Sokodé pendant 15 jours à partir du 24 juin 1962 pour être communiqués les jours ouvrables de 8 heures à 11 heures et de 14 heures à 17 heures aux personnes qui désireront en prendre connaissance.

La publication de cette enquête sera faite conformément aux dispositions en vigueur.

Art. 3. — Un registre sera ouvert pendant le même temps pour recevoir les observations relatives à l'installation prévue.

Art. 4. — M. Le Chef de la Circonscription de Sokodé est désigné comme commissaire enquêteur.

Art. 5. — Après clôture de l'enquête il dressera un procès-verbal des opérations qu'il adressera avec avis motivé à M. le Ministre des Travaux Publics à Lomé.

Art. 6. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 15 juin 1962

P. Amegee

ARRETE N° 21/MTP/TP. du 15 juin 1962 ouvrant une enquête de commodo et incommodo concernant l'ouverture d'un dépôt de Gaz propane liquide par la Société A.G.I.P.

**LE MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS, DES MINES
DES TRANSPORTS ET DES POSTES
ET TELECOMMUNICATIONS,**

Vu les Arrêtés nos 346, 347, 348 du 23 Juin 1928 au sujet des établissements dangereux, insalubres ou incommodes et tous autres actes postérieurs les modifiant ou les complétant ;

Vu l'Arrêté n° 351/TP du 14 Mai 1947 modifiant l'arrêté 383 bis du 7 juillet 1928 créant l'inspection des établissements classés ;

Vu le Décret du 14 Décembre 1947 portant réglementation des établissements classés ;

Vu la demande d'autorisation d'installer G.P.L./262 en date du 8 Mai 1962 de la Société A.G.I.P.

Sur la proposition du Chef de Service ;

A R R E T E :

Article Premier. — Une enquête de commodo et incommodo est ouverte du 30 juin 1962 au 14 juillet 1962 au sujet de l'ouverture à Tokoin d'un dépôt de Gaz Propane Liquide par la Société A.G.I.P.

Art. 2. — Les plans et les renseignements seront disposés dans le bureau de M. le Maire de la Ville de Lomé pendant 15 jours à partir du 29 juin 1962 pour être communiqués les jours ouvrables de 8 heures à 11 heures et de 14 heures à 17 heures aux personnes qui désireront en prendre connaissance.

La publication de cette enquête sera faite conformément aux dispositions en vigueur.

Art. 3. — Un registre sera ouvert pendant le même temps pour recevoir les observations relatives à l'installation prévue.

Art. 4. — M. le Maire de la Ville de Lomé est désigné comme commissaire enquêteur.

Art. 5. — Après clôture de l'enquête il dressera un procès-verbal des opérations qu'il adressera avec avis motivé à M. le Ministre des Travaux Publics.

Art. 6. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé le 15 juin 1962

P Amegee

ARRETE N° 22/MTP/TP. du 15 juin 1962 ouvrant une enquête de commodo et incommodo concernant l'installation d'une station de vente de carburant par la Société SHELL.

**LE MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS, DES MINES
DES TRANSPORTS ET DES POSTES
ET TELECOMMUNICATIONS,**

Vu les arrêtés nos 346, 347, 348 du 23 Juin 1928 au sujet des établissements dangereux, insalubres ou incommodes et tous autres actes postérieurs les modifiant ou les complétant ;

Vu l'arrêté n° 351/TP du 14 mai 1947 modifiant l'arrêté 383 bis du 7 juillet 1928 créant l'inspection des établissements classés ;

Vu le décret du 14 décembre 1947 portant réglementation des établissements classés ;

Vu la demande d'autorisation d'installer 1249/TLD/PT en date du 2 mai 1962 de la Société SHELL ;

Sur la proposition du Chef de Service ;

A R R E T E :

Article Premier. — Une enquête de commodo et incommodo est ouverte du 25 juin 1962 au 9 juillet 1962 au sujet de l'installation par la Société SHELL d'une station destinée au ravitaillement en carburants des automobiles sur la place du nouveau marché d'Ahanoukopé (angle Avenue du Camp et Route Lagunaire).

Art. 2. — Les plans et les renseignements seront disposés dans le bureau de M. le Maire de la Ville de Lomé pendant 15 jours à partir du 24 juin 1962 pour être communiqués les jours ouvrables de 8 heures à 11 heures et de 14 heures à 17 heures aux personnes qui désireront en prendre connaissance.

La publication de cette enquête sera faite conformément aux dispositions en vigueur.

Art. 3. — Un registre sera ouvert pendant le même temps pour recevoir les observations relatives à l'installation prévue.

Art. 4. — M. le Maire de la Ville de Lomé est désigné comme commissaire enquêteur.

Art. 5. — Après clôture de l'enquête il dressera un procès-verbal des opérations qu'il adressera avec avis motivé à M. le Ministre des Travaux Publics.

Art. 6. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 15 juin 1962

P Amegee

ARRETE N° 23/MTP/TP. du 15 juin 1962 ouvrant une enquête de commodo et incommodo concernant l'ouverture d'une station de vente d'hydrocarbures par la C.F.D.P.A. à Dapango.

**LE MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS, DES MINES
DES TRANSPORTS ET DES POSTES
ET TELECOMMUNICATIONS,**

Vu les arrêtés nos 346, 347, 348 du 23 juin 1928 au sujet des établissements dangereux, insalubres ou incommodes et tous autres actes postérieurs les modifiant ou les complétant ;

Vu l'arrêté n° 351/TP du 14 mai 1947 modifiant l'arrêté 383 bis du 7 juillet 1928 créant l'inspection des établissements classés ;

Vu le décret du 14 décembre 1947 portant réglementation des établissements classés ;

Vu la demande d'autorisation d'installer PV/JZ/574 du 4 avril 1962 de la C.F.D.P.A. (Total) ;

Sur la proposition du Chef de Service ;

ARRÊTE :

Article Premier. — Une enquête de commodo et incommodo est ouverte du 25 juin 1962 au 9 juillet 1962 au sujet de l'ouverture à Dapango sur le terrain de Madame Gravillou d'une station de vente d'hydrocarbures par la Compagnie Française de distribution des pétroles en Afrique (TOTAL).

Art. 2. — Les plans et les renseignements seront disposés dans le bureau de M. le Chef de la Circonscription de Dapango, pendant 15 jours à partir du 24 juin 1962 pour être communiqués les jours ouvrables de 8 heures à 11 heures et de 14 heures à 17 heures aux personnes qui désireront en prendre connaissance.

La publication de cette enquête sera faite conformément aux dispositions en vigueur.

Art. 3. — Un registre sera ouvert pendant le même temps pour recevoir les observations relatives à l'installation prévue.

Art. 4. — M. le Chef de la Circonscription de Dapango est désigné comme commissaire enquêteur.

Art. 5. — Après clôture de l'enquête il dressera un procès-verbal des opérations qu'il adressera avec avis motivé à M. le Ministre des Travaux Publics à Lomé.

Art. 6. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 15 juin 1962

P. Amegee

ARRÊTE N° 24/MTP/TP. du 15 juin 1962 portant autorisation d'ouverture d'une carrière.

**LE MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS, DES MINES
DES TRANSPORTS ET DES POSTES
ET TELECOMMUNICATIONS,**

Vu le décret du 14 décembre 1927 portant réglementation des établissements classés dans la République Togolaise;

Vu l'arrêté n° 351 du 14 mai 1947 créant un service d'inspection des établissements classés;

Vu l'arrêté n° 899 du 4 novembre 1955 modifiant l'arrêté n° 351 du 14 mai 1947;

Vu la pétition en date du 21 février 1962 par laquelle le supérieur du Monastère Bénédicte de Dzogbégan demande l'autorisation d'ouvrir une carrière de pierre;

ARRÊTE :

Article Premier. — Le supérieur du Monastère Bénédicte de Dzogbégan (par Palimé, circonscription de Klouto) est autorisé à ouvrir une carrière de pierre à Danyi — Dzogbégan dans la circonscription de Klouto dans un terrain privé en vue d'y tirer les matériaux nécessaires à leurs propres constructions exclusivement.

Art. 2. — La présente autorisation est valable à compter de la date de sa signature pour une durée de 5 ans, renouvelable par tacite reconduction.

Art. 3. — Le permissionnaire sera tenu de respecter les prescriptions de l'arrêté n° 542 du 5 Novembre 1932 réglementant pour les particuliers les conditions d'exploitation.

Art. 4. — Les infractions aux dispositions de l'arrêté n° 542 susvisé seront constatées et punies conformément aux dispositions du titre V du décret du 26 Octobre 1927.

Art. 5. — Les droits de tiers sont et demeurent expressément réservés.

Art. 6. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 15 juin 1962

P. Amegee

AVIS, COMMUNICATIONS ET ANNONCES**DELIBERATION DU 6 JUILLET 1962**

Etablissement de la liste des Experts près les juridictions du ressort de la cour d'appel du Togo.

L'an mil neuf cent soixante deux et le six juillet à dix heures trente;

La cour d'appel du Togo composée de :

M.M. Marcel Bonjean, président de la cour d'appel du Togo, président ;

Henriet Pierre, conseiller à la dite cour d'appel ;

Messavussu Hermann, juge suppléant intérimaire au tribunal de première instance de Lomé ;

Ce dernier désigné par ordonnance de M. le Président de la cour d'appel du Togo pour compléter la dite cour d'appel en l'absence de tous autres Magistrats de cette juridiction ;

En présence de M. Jean Abolivier, Substitut Général près la cour d'appel de céans ;

Assisté de M^e Akibodé Florentin, greffier en chef ;

S'est réunie dans la salle des délibérations à l'effet d'arrêter la liste des experts dans le ressort de la Cour d'appel du Togo pour l'année mil neuf cent soixante deux ;

La Cour d'appel ainsi composée, après avoir étudié les listes d'Experts proposés par les Services et Administrations à la demande de M. le Procureur Général, a arrêté ainsi qu'il suit la liste des Experts du ressort :

A — RESSORT DU TRIBUNAL DE LOME**Agriculture**

Berge, Ingénieur d'agriculture à Lomé

Corneille Gontier (cercle de Klouto)

Automobile

Mallamaire, Lomé

Ginester Maurice, M.D.L. Chef de Gendarmerie à Lomé

Coiton Auguste, M.D.L. Chef de Gendarmerie à Lomé

Bâtiments

da Silva (Alcide), Architecte à Lomé

Comptables

Igier Henri, Comptable agréé BP. 43 à Lomé

Sossah Boniface, Trésor Lomé

Conditionnement des produits

Agbekponou, Ingénieur des Travaux Agricoles Lomé

Ouegnimaoua Joseph, Chef Super Contrôle Lomé
Michel de Souza, Chef de Laboratoire Lomé

Experts Maritimes

Mallamaire, Agent de la Compagnie des Experts Maritimes

Interprètes-Traducteurs Anglais

Apedo-Amah Rudolph, Professeur d'Anglais au lycée

Chardey Francis, Interprète, Cour d'Appel

Allemand

Reibell Albert, Professeur d'Allemand au Lycée

Chardey Francis, Interprète, Cour d'appel

Russe

Mme Christine Bruce, 131 boulevard circulaire à Lomé

Langues Mina et éwé

Chardey Francis, Interprète, Cour d'appel

Mécanique

(voir automobiles)

Médecine Légale

Docteur Amorin Julio en Médecine à Tsévié

Docteur Olympio Pedro à Lomé

Docteur Vovor à Lomé

Docteur Ohin Alexandre à Tokoin

M. Koffi Emmanuel, Médecin Africain (C.F.T.)

Médecine vétérinaire-Expertise du bétail

Boehm Nathan, Vétérinaire Africain

Desport Régis, Vétérinaire-Inspecteur

Mine

Colonna-Cimera, Directeur Service des Mines

Bob Emmanuel, Ingénieur des Mines

Pharmacie

Lawson Alphonse, Pharmacien à Palimé

Docteur Johnson Francis, Pharmacien Chef à l'hôpital de Tokoin

Photographie

Barrigah Joël Benissan à Palimé

Badohun Jean, photographe à Lomé 157 boulevard circulaire

Radio-Electricité

d'Almeida Christian, Professeur au Lycée de Lomé

Blaubomme Alfred, Gendarme à Lomé

Jerôme Pierre, Gendarme à Lomé

Gardeur Robert, Gendarme à Lomé

Topographie

Attengué Martin, Dessinateur à Lomé

Johnson Jérôme, Géomètre Service Topographique Lomé

Sah Sébastien, Dessinateur Service Topographique Lomé

B — RESSORT DE LA SECTION D'ANECHO

Agriculture

Sossou Assogbavi Raphaël, Chef de la circonscription agricole d'Anécho

Bâtiments

Sant'Anna Emmanuel, Travaux Publics d'Anécho

Conditionnement des Produits

Vlavyonou Rigobert, S.C.I.A. Anécho

Mécanique Automobile

Koudoha Christophe, Anécho

Interprètes Mina

Eté Sylvain, Justice Anécho

Lassey — Pasteur Protestant

C — RESSORT DE LA SECTION D'ATAKPAME

Agriculture

Ayih Michel

Automobile-Mécanique

Atikpo Stanislas

Bâtiments

Adama Godfroid, Ingénieur

Comptabilité

Djramedo Blaise (SPAR)

Chimie Toxicologie

Amenyah Godwin, Pharmacien

Conditionnement des produits

Bouraïma Assani, Contrôleur

Médecine légale

Docteur de Meideros

Pharmacie

Amenyah Godwin, Pharmacien

Photographie

Mensah Emile, Photographe

D — RESSORT DE LA SECTION DE SOKODE

Agriculture

Dossou Narcisse, Chef de la Circonscription Agricole de Sokodé

Elevage

Amaïzo Basile, Chef de la Station d'élevage à Sokodé

Mécanique automobile

Wilson Augustin, Chef d'atelier S.T.P.N. à Sokodé
Derosiaux, Professeur de mécanique automobile à Sokodé

Mécanique Générale

Haselvander, Professeur d'ajustage et de mécanique à Sokodé

Médecine Légale

Docteur Cao-Van-Tri

Médecine Générale

Docteur Cao-Van-Tri

Docteur Alfons L. Pleines

Médecine vétérinaire

Amaïzo Basile, Docteur vétérinaire à Sokodé

Pharmacie

Barbe Jean Jacques, Pharmacien à Sokodé

Folly Dominique, Pharmacien à l'hôpital de Sokodé

Travaux Publics

Le Gall, Ingénieur des T.P. à Sokodé

De tout quoi a été dressé le présent procès verbal que les Membres de la Cour d'appel ont signé avec le greffier, les jour, mois et an que dessus.

Suivent les signatures.

AVIS DE BORNAGE

Toutes personnes intéressées sont invitées à y assister ou à s'y faire représenter par un mandataire nanti d'un pouvoir régulier.

Le lundi 13 août 1962, à 8 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Palimé-Nyivémé, circonscription administrative de Klouto, consistant en un terrain en forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance de 9 ares 34 cent., et borné au nord par Foli Tsetse, à l'est par Anani Ewoho, au sud par une rue en projet et à l'ouest par Marc Adjéwoda Elo, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Prosper Godsont Dohnani, agent de banque (B.C.E.A.O.) Lomé, suivant réquisition du 3 avril 1962, n° 4446.

Le vendredi 10 août 1962, à 14 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Palimé-Atakpamékondji, circonscription administrative de Klouto, consistant en un terrain en forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance de 5 ares 10 cent., et borné au nord par Kokouvi Guidiguidi, à l'est par Alfred Toudji, au sud par la rue Maréchal Foch et à l'ouest par une rue projetée, dont l'immatriculation a été demandée par la dame Angèle Akouvi Rinkliff, revendeuse à Palimé, suivant réquisition du 6 avril 1962, n° 4450.

Le lundi 13 août 1962, à 8 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Agomé-Kpodji, circonscription administrative de Klouto, consistant en un terrain en forme d'un quadrilatère régulier, d'une contenance de 20 ares 00, et borné au nord, au sud et à l'est par Doh Daniel, et à l'ouest par Kokoroko Wome, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Stéphane Doh, cultivateur à Danyi-Kakpa, suivant réquisition du 11 avril 1962, n° 4452.

Le vendredi 10 août 1962, à 14 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Palimé-Noumétoukondji, circonscription administrative de Klouto, consistant en un terrain en forme d'un polygone irrégulier, d'une contenance de 4 ares 36 cent., 20, et borné au nord par la rue woato, à l'est par une rue prolongée du lotissement du sieur Julien du T.T. 1116, au sud par Oscar Akutsa et à l'ouest par Badohoun, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Paul Kokouvi Armattoo, commerçant à Palimé, suivant réquisition du 11 avril 1962, n° 4453.

Le lundi 30 juillet 1962, à 14 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Hiheatro circonscription administrative d'Akposso, consistant en un terrain en forme d'un polygone irrégulier, d'une contenance de 73 ares 75 cent., et borné au nord par la route Atakpamé-Palimé, à l'est par P. Domaniiale, au sud par la famille Yakpovi et à l'ouest par Lodonou Joseph, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Lodonou Joseph, chef de la circonscription d'Akposso, suivant réquisition du 12 avril 1962, n° 4456.

Le mardi 7 août 1962, à 8 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Kpété-Maflo circonscription administrative d'Akposso, consistant en un terrain en forme d'un polygone irrégulier, d'une contenance de 1 hectare 66 ares 38 cent., et borné au nord par Johnson Déyégbé, à l'est par Komlan Dangbe, au sud par Kossi Adogbe et à l'ouest par Djahli Lanlenou et Willima Dékou, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Djiwonou Déyégbé, cultivateur à Kpété-Maflo, représenté par Firmin Kodjo Akpaki, géomètre à Lomé 3 rue Curie, suivant réquisition du 5 mars 1959, n° 4464.

Le mardi 7 Août 1962, à 8 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Kpété-Maflo, circonscription administrative d'Akposso, consistant en un terrain en forme d'un polygone irrégulier, d'une contenance de 1 ha 78 as 20 cas, connu sous le nom de Atikpa et borné à l'est par Kossi de Hohoé, au nord par Tata Kodjo et Emile Adjassénou, au sud par Evébou Moïse et à l'ouest par Agbéléddji Malli, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Oholidjé Ehoumé, planteur à Kpété-Maflo (Atikpa), suivant réquisition du 15 Mai 1962, n° 4466.

Le lundi 6 Août 1962, à 8 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Kpété-Maflo, circonscription administrative d'Akposso, consistant en un terrain rural, non bâti, en forme d'un polygone irrégulier, complanté de cacaoyers et de caféiers, d'une contenance de 1 ha 05 as 20 cas, connu sous le nom d'Atikpa et borné au nord et à l'ouest par Tétévi Tognon, à l'est par Kouakou N. Ekoumé, au sud par Loumo, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Kouakou Nathaniel Ekoumé, planteur demeurant et domicilié à Atikpa, suivant réquisition du 15 Mai 1962, n° 4467.

Le lundi 6 Août 1962, à 8 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Kpété-Maflo, circonscription administrative d'Akposso, consistant en un terrain en forme d'un polygone irrégulier, complanté de cacaoyers, d'une contenance de 1 ha 30 as, connu sous le nom d'Atikpa et borné au nord par Daty, à l'est par Moutchoukpé, au sud par le ravin Itchoufo et à l'ouest par Miatovo Ekpétchou, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Ekoumé Kouakou, planteur demeurant à Tomégbé et domicilié à Atikpa, suivant réquisition du 15 Mai 1962, n° 4468.

Le samedi 4 Août 1962, à 8 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Kpété-Maflo, circonscription administrative d'Akposso, consistant en un

terrain en forme d'un polygone irrégulier, complanté de cacaoyers, d'une contenance de 3 has 14 as, connu sous le nom d'Atikpa et borné au nord par Friko Cosmas, à l'est par Agblegnon Koffi, au sud par Bosso Kokou et à l'ouest par Akata Kodjovi et Ayité Noagbé, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Okolidje Ekoumé, planteur demeurant et domicilié à Kpété-Maflo, suivant réquisition du 15 Mai 1962, n° 4469.

Le samedi 4 Août 1962, à 8 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Kpété-Maflo, circonscription administrative d'Akposso, consistant en un terrain en forme d'un polygone irrégulier, complanté en partie de cacaoyers, d'une contenance de 3 has 27 as 50 cas, connu sous le nom d'Atikpa et borné au nord par Tommé, à l'est par Evébou Moïse, au sud par le ravin Odinamé et à l'ouest par Ekoumé Kouakou, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Ekoumé Kouakou, planteur demeurant à Toméghé et domicilié à Atikpa, suivant réquisition du 15 Mai 1962, n° 4470.

Le lundi 13 Août 1962, à 10 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Palimé, circonscription administrative de Klouto, consistant en un terrain urbain, non bâti, en forme d'un polygone irrégulier, complanté de produits vivriers, d'une contenance de 92 as 95 cas, connu sous le nom d'Atakpamé-Kondji et borné au nord et à l'est par Andréas Boévi C. Lawson, au sud par Rudolph K. Djirackor et à l'ouest par la route de Palimé-Atakpamé, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Otto Amétépé, mécanographe, demeurant et domicilié à Palimé, suivant réquisition du 18 Mai 1962, n° 4471.

Le samedi 11 Août 1962, à 8 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Palimé, circonscription administrative de Klouto, consistant en un terrain urbain, bâti, en forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance de 12 as, et borné au nord par la route de Palimé-Nyongbo, à l'est par Tokoto, au sud par Gafa et à l'ouest Koffi Apetor II, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Agbewole Félix Kondo, menuisier demeurant à Bè-Hédjé, circonscription de Lomé, suivant réquisition du 18 Mai 1962, n° 4472.

Le samedi 11 Août 1962, à 8 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Danyi-Dzoghégan, circonscription de Klouto, consistant en un terrain rural non bâti, en forme d'un polygone irrégulier, d'une contenance de 131 has 89 as 38 cas, et borné au nord par le ruisseau Blissatogoe, à l'est par le prolongement du ruisseau Blissatogoe, au sud par la route Dzoghégan-Mempéassem et à l'ouest par le prolongement du ruisseau Paligo, dont l'immatriculation a été demandée par Son Excellence Monseigneur Dosseh, Evêque de Lomé, Président du Conseil d'Administration de l'Archidiocèse de Lomé, mandataire de l'Archevêché de Lomé, suivant réquisition du 9 Mai 1962, n° 4476.

Le Conservateur de la propriété foncière.

J. A. Hillah

ETUDE DE M^e CÉSAR AMORIN

Notaire à Lomé, 11 Rue René Caillé

" PALME "

Société Anonyme au capital de 25.485.000 de francs C.F.A.

Siège Social : COTONOU

R. C. Cotonou N° 91 — R. C. Lomé N° 33

Par délibération en date du 26 avril 1962 dont un extrait du procès-verbal a été déposé aux minutes de M^e César Amorin, Notaire à Lomé, le 6 juillet 1962, l'assemblée générale des actionnaires de la société « PALME » a décidé la dissolution anticipée de la société, à compter du même jour et sa mise en liquidation amiable.

La société commerciale et industrielle de la côte d'Afrique, société anonyme au capital de 2.000.000 de NF, dont le siège social est à Marseille, 32 Cour Pierre Puget, a été nommée liquidateur avec les pouvoirs les plus étendus.

Un extrait de ladite délibération a été déposé au greffe du tribunal de Cotonou le 3 mai 1962.

Deux expéditions du dépôt dudit extrait ont été déposées au Greffe du tribunal de Lomé le 20 juillet 1962.

Pour insertion

M^e C. AMORIN, Notaire

SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE TOGOLAISE

Société à Responsabilité Limitée

au capital de 3.500.000 de francs C.F.A.

Siège Social : LOMÉ (Route d'Anécho)

CESSION DE PARTS ET CHANGEMENT DE GERANT

I — Suivant acte reçu par M^e César Amorin, notaire à Lomé, le 20 juin 1962, M. Raymond Eychenne, madame Françoise Jeanne Eychenne épouse de M. Fausto Sermisoni et madame Anne-Marie Jeanne Eychenne épouse de M. René Sevely ont cédé à :

M. Henri Jules Faivre, M. Marius Barre et à la « société de gestion et de participations d'industries alimentaires » (SOGEPAL), société anonyme ayant son siège à Paris, 39 Avenue d'Iéna.

La totalité des parts qu'ils possédaient dans la (société industrielle Togolaise)

La jouissance a été fixée au jour de l'acte.

II — Aux termes d'une délibération prise le 20 juin 1962 dont l'original du procès-verbal a été déposé le même jour aux minutes de M^e Amorin, notaire sus-nommé, l'Assemblée générale extraordinaire des porteurs de parts de la « société industrielle togolaise » ont nommé comme gérante de ladite société pour une durée illimitée aux lieux et places de M. Raymond Eychenne la « société de gestion et de participations d'industries alimentaires », laquelle société sera représentée par son mandataire local, M. Marius Barre.

Deux expéditions de chacun des actes sus-énoncés ont été déposées au greffe du tribunal de commerce de Lomé le 18 juillet 1962.

Pour insertion

M^e C. Amorin, notaire

CONSTITUTION DE SOCIÉTÉ ET NOMINATION DE GERANT

I — Suivant acte reçu par M^e César Amorin, notaire à Lomé le 6 juillet 1962, il a été constitué une société à responsabilité limitée, présentant les caractéristiques ci-après :

Dénomination sociale: «J. B. Darku et CO»

Objet: Le commerce de farine de blé, sucre, tissus, quincaillerie, matériaux de construction et de tous produits manufacturés. Et généralement toutes opérations industrielles, commerciales, financières, mobilières et immobilières se rattachant directement ou indirectement aux objets ci-dessus déterminés.

Siège social: à Lomé, 15 rue d'Amoutivé (B.P. 565)

Capital social: 500.000 francs CFA divisé en 100 parts de 5.000 francs chacune, représentatives d'apports en numéraire entièrement libérées et toutes réparties entre les souscripteurs conformément à la loi.

Durée : 99 ans à compter du 6 juillet 1962.

Répartition des bénéfices: Le solde des bénéfices après prélèvement de la réserve légale revient aux associés dans la proportion du nombre de leurs parts. Préalablement à la répartition, lesdits associés peuvent décider de prélever toutes sommes en vue de constituer toutes réserves générales ou spéciales.

Aux termes d'une décision prise en assemblée générale extraordinaire le 14 juillet 1962 dont l'original du procès-verbal a été déposé le même jour aux minutes de M^e Amorin, notaire sus-nommé, les associés ont nommé comme gérant de ladite société, M. James Banaka Darku, commerçant, demeurant à Lomé, 5 rue Gambetta, sans limitation de durée à compter du 6 juillet 1962 avec les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la société.

Deux expéditions de chacun des actes sus-énoncés ont été déposées au greffe du tribunal de commerce de Lomé le 18 juillet 1962.

Pour insertion

M^e C. AMORIN, Notaire

